



N° 5039

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
QUINZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 16 février 2022.

RAPPORT D'INFORMATION

DÉPOSÉ

en application de l'article 145 du Règlement

PAR LA COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES ET DE L'ÉDUCATION

*sur le bilan des travaux de la commission des Affaires culturelles
et de l'Éducation au cours de la XV^{ème} législature (2017-2022),*

ET PRÉSENTÉ PAR

M. Bruno STUDER,

Président.

SOMMAIRE

	Pages
INTRODUCTION	5
I. LES ACTIVITÉS LÉGISLATIVES : PROJETS, PROPOSITIONS DE LOI ET PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	9
A. LES TEXTES EXAMINÉS AU FOND	9
1. Les projets de loi.....	9
2. Les propositions de loi	11
B. LES TEXTES EXAMINÉS POUR AVIS	15
C. LES RÉOLUTIONS	16
D. LES AVIS SUR LES PROJETS DE LOI DE FINANCES INITIALE	17
II. LES ACTIVITÉS D'INFORMATION, D'ÉVALUATION ET DE CONTRÔLE	19
A. LES AUDITIONS	19
B. LES MISSIONS D'INFORMATION ET D'ÉVALUATION	21
1. Les missions d'information classiques	21
2. Les missions flash	25
3. Les missions d'évaluation des lois.....	36
4. Les missions d'information communes	40
5. Le groupe de travail sur les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.....	40
C. LES AVIS SUR LES PROJETS DE CONTRATS D'OBJECTIFS ET DE MOYENS	41
D. LES DEMANDES D'AVIS À L'AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE	42
E. LES AVIS SUR NOMINATIONS	42
1. Les nominations au titre de l'article 13 de la Constitution	42
2. Les nominations des membres du collège du Conseil supérieur de l'audiovisuel par le président de l'Assemblée nationale.....	43
III. LA GESTION ET LE SUIVI DE LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19	45
IV. LES ACTIVITÉS EXTÉRIEURES	47
A. LES RÉUNIONS DE COMMISSION HORS LES MURS	47
B. LES VISITES ET DÉPLACEMENTS	47

C. LES MISSIONS OUTRE-MER ET À L'ÉTRANGER	49
1. La rentrée scolaire outre-mer	49
2. Les missions à l'étranger	49
EXAMEN EN COMMISSION	51
ANNEXE : LISTE DES PERSONNALITÉS AUDITIONNÉES PAR LA COMMISSION DEPUIS LE 5 JUILLET 2017	53

INTRODUCTION

Incontestablement, la XV^e législature restera dans les mémoires pour avoir été confrontée à la crise sanitaire majeure que notre pays traverse depuis mars 2020, et qui a impacté de façon exceptionnelle le fonctionnement de l'Assemblée nationale pendant de longs mois.

Notre commission, frappée par les premières contaminations du virus, a suspendu ses travaux le 5 mars 2020 pour reprendre ses activités à distance, en visioconférence, dès la mi-avril, afin de permettre à ses membres d'être informés des mesures prises pour répondre à la crise sanitaire et de participer au suivi de son impact sur les secteurs relevant de sa compétence. À l'heure où ce bilan d'activité est publié, les effets de la crise de la Covid-19 et des mesures prises pour endiguer l'épidémie et soutenir l'activité nationale demeurent au cœur des politiques publiques, des travaux parlementaires et de la vie de nos concitoyens. On en retrouvera les traces dans ce bilan.

Plus classiquement, les travaux d'une commission sont mesurés par une série d'indicateurs statistiques, tels le nombre et la durée des réunions, le nombre d'auditions, de textes ou d'amendements examinés, le nombre de rapports publiés – qu'ils soient législatifs, budgétaires ou de contrôle – mais aussi le nombre de désignations effectuées ou de déplacements réalisés. Le présent rapport détaille bien sûr tous ces éléments.

La XV^e législature est d'ailleurs également remarquable à ce titre car elle se caractérise pour notre commission – comme, semble-t-il, pour l'ensemble des organes de l'Assemblée nationale – par une augmentation considérable de l'ensemble de ses activités, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessous.

INDICATEURS SYNTHÉTIQUES D'ACTIVITÉ

	XIV ^e législature	XV ^e législature	Évolution
Nombre de réunions	275	333	+ 21 %
Durée totale (heures)	544	654	+ 20 %
Textes examinés au fond	26	44	+ 69 %
- dont projets de loi	8	12	+ 50 %
- dont propositions de loi	18	32	+ 78 %
Textes examinés pour avis	19	13	- 31 %
Amendements examinés en commission	3 113	4 681	+ 50 %
Auditions	120	165	+ 37 %
Missions d'information, flash et d'évaluation des lois	16	42	+ 62 %

Tous les indicateurs sont en hausse, que ce soit pour les travaux législatifs, d'évaluation ou de contrôle. L'accroissement du nombre de groupes politiques en est sûrement l'une des explications, notamment pour l'augmentation de près de 80 % du nombre de propositions de lois examinées – en raison notamment de la multiplication des « journées réservées » aux ordres du jour de plus en plus chargés. Mais il faut également y voir la conséquence d'une activité globalement plus intense de l'Assemblée nationale et de la volonté collective d'accroître nos travaux d'information, d'évaluation et de contrôle : + 37 % pour les auditions en commission, + 62 % pour les créations de missions.

En effet, au-delà de ces éléments quantitatifs, la législature qui s'achève a également permis au Bureau de la Commission de faire évoluer nos méthodes de travail.

Nous avons ainsi cherché à mieux préparer les réformes législatives par :

- la diversification des formats d'auditions organisées en commission (« Rendez-vous de l'audiovisuel » et journée d'échanges sur la nouvelle régulation de la communication audiovisuelle à l'ère numérique, « Rendez-vous de la recherche » ; cycles de tables rondes sur le numérique éducatif, l'avenir de la télévision numérique terrestre (TNT) ou encore la filière du livre) ;

- la création, en amont de l'examen des textes, de missions d'information spécifiques pour objectiver les problématiques, et l'évaluation plus systématique des lois précédemment adoptées ;

- la demande d'avis à l'Autorité de la concurrence ;

- l'organisation de consultations, soit spécifiques (auprès des écoles supérieures d'art territoriales par exemple) soit publiques, sur le site de l'Assemblée nationale.

Pour être plus réactif sur des problématiques ciblées et permettre à un plus grand nombre de commissaires de s'impliquer concrètement dans les travaux de la commission, nous avons innové en créant les missions « flash » : d'une durée de deux mois maximum et confiées à deux rapporteurs, l'un de la majorité et l'autre de l'opposition, elles donnent lieu à une communication présentée en commission ainsi qu'à la publication d'une synthèse de quatre pages.

Nous avons d'ailleurs systématisé l'association des groupes minoritaires et d'opposition aux travaux d'information et d'évaluation : ainsi, les 123 désignations de présidents et de rapporteurs de missions et d'avis budgétaires de cette législature ont été effectuées dans le strict respect de la représentation proportionnelle des groupes.

Enfin – sous la pression de la crise sanitaire, il faut le reconnaître – nous avons développé le recours à la visioconférence et aux réunions en format mixte, que ce soit pour les activités non législatives de la commission ou pour les auditions

des rapporteurs, afin bien sûr de pouvoir poursuivre nos travaux en période de confinement, mais aussi pour mieux s'adapter aux agendas et disponibilités des personnalités extérieures et des rapporteurs pour l'organisation des auditions.

Sur le fond maintenant, ce bilan d'activité exprime bien, il me semble, toute la richesse et la diversité des attributions de la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation et des travaux qu'elle a conduits durant cette législature.

Notre commission a ainsi été le lieu d'expression et de débat de questions majeures qui traversent la France d'aujourd'hui :

Comment faire de l'éducation le vecteur d'une société plus égale et plus inclusive, et accompagner au mieux la jeunesse vers son avenir et son émancipation ?

Comment construire une société plus ouverte, plus confiante en ses talents, plus engagée et plus fraternelle ?

Comment relever les multiples défis posés par les technologies numériques en matière de diffusion du savoir et de la connaissance, de création artistique et d'accès à la culture, de circulation des idées et des images, de partage de l'information, mais aussi pour la préservation des valeurs et du débat démocratiques, de l'esprit critique, des données personnelles, de la vérité des paroles et des faits et, surtout peut-être, des plus fragiles d'entre nous – à commencer par les enfants ?

*

En tant que président de cette commission des Affaires culturelles et de l'Éducation, je suis fier du travail accompli dans une ambiance que j'ai toujours souhaitée tolérante et constructive, malgré les échanges parfois vifs, inhérents à la confrontation des convictions.

Je remercie très sincèrement l'ensemble des commissaires – et tout particulièrement les membres du bureau et les responsables de groupe – pour leur engagement durant les cinq années écoulées et la confiance qu'ils ont bien voulu m'accorder pour conduire nos travaux, dans un souci constant du pluralisme et de l'intérêt général.

I. LES ACTIVITÉS LÉGISLATIVES : PROJETS, PROPOSITIONS DE LOI ET PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

Depuis le 29 juin 2017, la Commission a examiné **quarante-quatre textes au fond**, dont **douze projets de loi et trente-deux propositions de loi**.

Elle s'est également **saisie pour avis à treize reprises**, notamment sur les cinq projets de loi de finances initiale, pour lesquels **six avis budgétaires** ont été publiés chaque année.

A. LES TEXTES EXAMINÉS AU FOND

1. Les projets de loi

La commission des Affaires culturelles et de l'Éducation a examiné au fond **douze projets de loi**, dont onze pour lesquels la procédure législative est achevée.

PROJETS DE LOI EXAMINÉS AU FOND SOUS LA XV^e LÉGISLATURE

Texte	Origine	Rapporteur(s)	Dates d'examen
<u>Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants (n° 391)</u>	AN première lecture (procédure accélérée)	M. Gabriel Attal (LREM)	1^{ère} lecture : Commission : 5 décembre 2017 Séance : 12 au 14 décembre 2017 CMP : 13 février 2018 Lecture CMP : 14 février 2018 Promulgation : 8 mars 2018
<u>Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 (n° 383)</u>	AN première lecture (procédure accélérée)	Mme Aude Amadou (LREM)	1^{ère} lecture : Commission : 11 et 12 décembre 2017 Séance : 20 décembre 2017 CMP : 20 février 2018 Lecture CMP : 14 mars 2018 Promulgation : 26 mars 2018
<u>Projet de loi pour une école de la confiance (n° 1481)</u>	AN première lecture (procédure accélérée)	Mmes Anne-Christine Lang et Fannette Charvier (LREM)	1^{ère} lecture : Commission : 23 janvier et du 29 au 31 janvier 2019 Séance : 11 au 19 février 2019 CMP : 13 juin 2019 Lecture CMP : 2 juillet 2019 Promulgation : 26 juillet 2019
<u>Projet de loi pour la restauration et la conservation de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet (n° 1881)</u>	AN première lecture (procédure accélérée)	Mme Anne Brugnera (LREM)	1^{ère} lecture : Commission : 2 mai 2019 Séance : 10 mai 2019 CMP : 4 juin 2019 (échec) Nouvelle lecture : Commission : 26 juin 2019 Séance : 2 juillet 2019 Lecture définitive : Commission : 16 juillet 2019 Séance : 16 juillet 2019 Promulgation : 29 juillet 2019

Texte	Origine	Rapporteur(s)	Dates d'examen
<u>Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse (n° 1978)</u>	Sénat AN deuxième assemblée saisie première lecture (procédure accélérée)	M. Laurent Garcia (MODEM)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 15 juillet 2019 <u>Séance</u> : 23 juillet 2019 CMP : 24 septembre 2019 Lecture CMP : 24 septembre 2019 Promulgation : 18 octobre 2019
<u>Projet de loi relatif à la création de l'Agence nationale du sport et à diverses dispositions relatives JOP de 2024 (n° 2106)</u>	Sénat AN deuxième assemblée saisie première lecture (procédure accélérée)	M. Stéphane Testé (LREM)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 10 juillet 2019 <u>Séance</u> : 16 juillet 2019 CMP : 23 juillet 2019 Lecture CMP : 25 juillet 2019 Promulgation : 1 ^{er} août 2019
<u>Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique (n° 2488)</u>	AN première lecture (procédure accélérée)	Mme Aurore Bergé, rapporteuse générale (LREM) Mme Sophie Mette, (MODEM) Mme Béatrice Piron (LREM) rapporteuses	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 26 février et du 2 au 5 mars 2020
<u>Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur (n° 3234)</u>	AN première lecture (procédure accélérée)	Mme Danièle Hérin, rapporteuse générale (LREM), M. Pierre-Alain Raphan (LREM), Mme Valérie Gomez-Bassac (LREM) et M. Philippe Berta (MODEM), rapporteurs	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 9, 14 et 15 septembre 2020 <u>Séance</u> : 21 au 23 septembre 2020 CMP : 9 novembre 2020 Lecture CMP : 17 novembre 2020 Promulgation : 24 décembre 2020
<u>Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal (n° 3221)</u>	AN première lecture	M. Yannick Kerlogot (LREM)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 30 septembre 2020 <u>Séance</u> : 6 octobre 2020 CMP : 19 novembre 2020 (échec) Nouvelle lecture : <u>Commission</u> : 2 décembre 2020 <u>Séance</u> : 7 décembre 2020 Lecture définitive <u>Commission</u> : 2 décembre 2020 <u>Séance</u> : 17 décembre 2020 Promulgation : 24 décembre 2020

Texte	Origine	Rapporteur(s)	Dates d'examen
<u>Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial antidopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage (n° 2700)</u>	AN première lecture	M. Bertrand Sorre (LREM)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 25 novembre 2020 <u>Séance</u> : 7 décembre 2020 Promulgation : 23 février 2021
<u>Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique (n° 4187)</u>	Sénat AN deuxième assemblée saisie première lecture (procédure accélérée)	Mme Aurore Bergé (LREM) et Mme Sophie Mette (MODEM)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 14 juin 2021 <u>Séance</u> : 22 au 24 juin 2021 CMP : 1er juillet 2021 Lecture CMP : 29 septembre 2021 Promulgation : 25 octobre 2021
<u>Projet de loi relatif à la restitution ou la remise de certains biens culturels aux ayants droit de leurs propriétaires victimes de persécutions antisémites (n° 4632)</u>	AN première lecture (procédure accélérée)	Mme Fabienne Colboc (LREM)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 17 janvier 2022 <u>Séance</u> : 25 janvier 2022 Promulgation : 21 février 2022

2. Les propositions de loi

Au cours de la XV^e législature, la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation a examiné au fond **trente-deux propositions de loi, dont dix-huit ont été promulguées.**

PROPOSITIONS DE LOI EXAMINÉES AU FOND SOUS LA XV^e LÉGISLATURE

Texte	Origine	Rapporteur(s)	Dates d'examen
<u>Proposition de loi visant à instaurer une taxe sur les transferts sportifs professionnels (n° 248)</u>	M. Michel Zumkeller (<i>Journée réservée LC</i>)	M. Michel Zumkeller	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 29 novembre 2017 (rejet) <u>Séance</u> : 7 décembre 2017 (rejet)
<u>Proposition de loi relative à la gratuité dans les transports scolaires (n° 584)</u>	M. Alain Bruneel (<i>journée réservée GDR</i>)	M. Alain Bruneel	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 21 février 2018 (rejet) <u>Séance</u> : 8 mars 2018 (rejet)
<u>Proposition de loi visant à simplifier et à mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat (n° 717)</u>	Sénat	M. Michel Zumkeller	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 20 mars 2018 <u>Séance</u> : 28 et 29 mars 2018 (conforme) Promulgation : 13 avril 2018
<u>Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif (n° 848)</u>	M. Sylvain Waserman (<i>journée réservée MODEM</i>)	Mme Sophie Mette (MODEM)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 9 mai 2018 <u>Séance</u> : 17 mai 2018 2^e lecture : <u>Commission</u> : 29 avril 2019 <u>Séance</u> : 9 mai 2019 3^e lecture : <u>Commission</u> : 9 juin 2021 <u>Séance</u> : 24 juin 2021 Promulgation : 1 ^{er} juillet 2021

Texte	Origine	Rapporteur(s)	Dates d'examen
<u>Proposition de loi visant à créer un droit voisin au profit des éditeurs de services de presse en ligne (n° 849)</u>	M. Patrick Mignola (<i>journée réservée MODEM</i>)	M. Patrick Mignola	1^{ère} lecture : Commission : 9 mai 2018 (rejet) Séance : 17 mai 2018 (motion de renvoi en commission)
<u>Proposition de loi relative à l'interdiction de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges (n° 941)</u>	M. Richard Ferrand (LREM) (procédure accélérée)	Mme Cathy Racon-Bouzon (LREM)	1^{ère} lecture : Commission : 29 mai 2018 Séance : 7 juin 2018 CMP : 18 juillet 2018 Lecture CMP : 19 juillet 2018 Promulgation : 3 août 2018
<u>Proposition de loi relative à la lutte contre les fausses informations (n° 799)</u>	M. Richard Ferrand (LREM) (procédure accélérée)	M. Bruno Studer (LREM)	1^{ère} lecture : Commission : 30 mai 2018 Séance : 7 juin et 3 juillet 2018 CMP : 26 septembre 2018 (échec) Nouvelle lecture : Commission : 3 octobre 2018 Séance : 9 octobre 2018 Lecture définitive : Séance : 20 novembre 2018 Promulgation : 22 décembre 2018
<u>Proposition de loi relative à l'inclusion des élèves en situation de handicap (n° 1230)</u>	M. Aurélien Pradié (<i>journée réservée LR</i>)	M. Aurélien Pradié (LR)	1^{ère} lecture : Commission : 3 octobre 2018 (rejet) Séance : 11 octobre 2018 (rejet)
<u>Proposition de loi pour une école vraiment inclusive (n° 1540)</u>	M. Christophe Bouillon (<i>journée réservée SOC</i>)	M. Christophe Bouillon (SOC)	1^{ère} lecture : Commission : 23 janvier 2019 Séance : 31 janvier 2019
<u>Proposition de loi visant à l'institution d'un fonds de soutien à la création artistique (n° 1564)</u>	M. Michel Larive (<i>journée réservée LFI</i>)	M. Michel Larive (LFI)	1^{ère} lecture : Commission : 13 février 2019 (rejet) Séance : 21 février 2019 (séance levée)
<u>Proposition de loi relative à la création d'un permis de conduire gratuit (n° 1562)</u>	Mme Clémentine Autain (<i>journée réservée LFI</i>)	Mme Clémentine Autain (LFI)	1^{ère} lecture : Commission : 13 février 2019 (rejet)
<u>Proposition de loi relative à la création du centre national de la musique (n° 1813)</u>	M. Pascal Bois (LREM) (procédure accélérée)	M. Pascal Bois (LREM)	1^{ère} lecture : Commission : 29 avril 2019 Séance : 6 mai 2019 CMP : 17 septembre 2019 Lecture CMP : 18 septembre 2018 Promulgation : 30 octobre 2019
<u>Proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse (n° 1616)</u>	Sénat (<i>journée réservée MODEM</i>)	M. Patrick Mignola (MODEM)	1^{ère} lecture : Commission : 30 avril 2019 Séance : 9 mai 2019 2^{ème} lecture : Commission : 15 juillet 2019 Séance : 23 juillet 2019 Promulgation : 24 juillet 2019

Texte	Origine	Rapporteur(s)	Dates d'examen
<u>Proposition de loi relative au passage de l'épreuve théorique du code de la route dans les lycées (n° 2351)</u>	M. Jean-Louis Bricout (<i>Journée réservée Socialistes</i>)	M. Jean-Louis Bricout (SOC)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 27 novembre 2019 (rejet) <u>Séance</u> : 12 décembre 2019 (rejet)
<u>Proposition de loi, visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du patrimoine (n° 2361)</u>	Sénat (<i>Journée réservée UDI, Agir et indépendants</i>)	Mme Béatrice Descamps (UDI)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 22 janvier 2020 <u>Séance</u> : 30 janvier 2020 2^{ème} lecture : <u>Commission</u> : 12 mai 2021 <u>Séance</u> : 20 mai 2021 Promulgation : 4 juin 2021
<u>Proposition de loi visant à définir et protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises (n° 2211)</u>	M. Pierre Morel-À-L'Huissier (<i>Journée réservée UDI, Agir et indépendants</i>)	M. Pierre Morel-À-L'Huissier (UDI)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 22 janvier 2020 <u>Séance</u> : 30 janvier 2020 Promulgation : 29 janvier 2021
<u>Proposition de loi visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne (n° 2519)</u>	M. Bruno Studer (LREM)	M. Bruno Studer (LREM)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 5 février 2020 <u>Séance</u> : 12 février 2020 2^{ème} lecture : <u>Commission</u> : 29 septembre 2020 <u>Séance</u> : 6 octobre 2020 Promulgation : 19 octobre 2020
<u>Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion (n° 2548)</u>	M. Paul Molac (<i>Journée réservée LT</i>)	M. Paul Molac (LT)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 5 février 2020 <u>Séance</u> : 13 février 2020 2^{ème} lecture : <u>Commission</u> : 31 mars 2021 <u>Séance</u> : 8 avril 2021 Promulgation : 21 mai 2021
<u>Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai (n° 2547)</u>	M. Michel Castellani (<i>Journée réservée LT</i>)	M. Michel Castellani (LT)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 22 janvier 2020 <u>Séance</u> : 13 février 2020 Promulgation : 20 octobre 2021
<u>Proposition de loi visant à promouvoir et démocratiser l'accès aux colonies de vacances (n° 2598)</u>	Mme Sabine Rubin (<i>Journée réservée LFI</i>)	Mme Sabine Rubin (LFI)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 26 février 2020
<u>Proposition de loi pour des cantines vertueuses (n° 2597)</u>	Mme Clémentine Autain (<i>Journée réservée LFI</i>)	Mme Clémentine Autain (LFI)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 26 février 2020
<u>Proposition de loi créant la fonction de directeur d'école (n° 2951)</u>	Mme Cécile Rilhac (LREM)	Mme Cécile Rilhac (LREM)	1^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 17 juin 2020 <u>Séance</u> : 24 juin 2020 2^{ème} lecture : <u>Commission</u> : 22 septembre 2021 <u>Séance</u> : 29 septembre 2021 CMP : 16 novembre 2021 Lecture CMP : 13 décembre 2021 Promulgation : 21 décembre 2021

Texte	Origine	Rapporteur(s)	Dates d'examen
<u>Proposition de loi visant à démocratiser le sport en France (n° 3808)</u>	Mme Céline Calvez (LREM) (procédure accélérée)	Mme Céline Calvez, M. Pierre-Alain Raphan et M. Cédric Roussel (LREM)	1^{ère} lecture : Commission : 10 mars 2021 Séance : 17, 18 et 19 mars 2021 CMP : 31 janvier 2021 (échec) Nouvelle lecture : Commission : 2 et 3 février 2022 Séance : 9 février 2022 Lecture définitive : Séance : 24 février 2022 Promulgation : en attente
<u>Proposition de loi visant à l'accompagnement des enfants porteurs de pathologie chronique ou de cancer (n° 3863 rect)</u>	Mme Béatrice Descamps (<i>Journée réservée UDI, Agir et indépendants</i>)	Mme Béatrice Descamps (UDI)	1^{ère} lecture : Commission : 17 mars 2021 Séance : 25 mars 2021 Promulgation : 17 décembre 2021
<u>Proposition de loi instaurant un domaine public commun afin de lutter contre la précarité des professionnels des arts et de la culture (n° 4015)</u>	M. Michel Larive (<i>journée réservée LFI</i>)	M. Michel Larive (LFI)	1^{ère} lecture : Commission : 14 avril 2021 (rejet)
<u>Proposition de loi relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique (n° 4240)</u>	Sénat (procédure accélérée)	Mme Florence Provendier (LREM)	1^{ère} lecture : Commission : 22 septembre 2021 Séance : 6 octobre 2021 Promulgation : 21 décembre 2021
<u>Proposition de loi visant à créer un ticket restaurant étudiant (n° 4242)</u>	Sénat (<i>Journée réservée LR</i>)	Mme Anne-Laure Blin (LR)	1^{ère} lecture : Commission : 28 septembre 2021 Séance : 7 octobre 2021
<u>Proposition de loi visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs (n° 4229)</u>	Sénat (procédure accélérée)	Mme Géraldine Bannier (MODEM)	1^{ère} lecture : Commission : 29 septembre 2021 Séance : 6 octobre 2021 Promulgation : 30 décembre 2021
<u>Proposition de loi visant à atténuer les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur générées par Parcoursup (n° 4588)</u>	Mme Marie-George Buffet (<i>Journée réservée GDR</i>)	Mme Karine Lebon (GDR)	1^{ère} lecture : Commission : 23 novembre 2021 (rejet) Séance : 2 décembre 2021 (rejet)
<u>Proposition de loi visant à combattre le harcèlement scolaire (n° 4658)</u>	M. Erwan Balanant (LREM) (procédure accélérée)	M. Erwan Balanant (LREM)	1^{ère} lecture : Commission : 24 novembre 2021 Séance : 1 ^{er} décembre 2021 CMP : 1 ^{er} février 2021 (échec) Nouvelle lecture : Commission : 7 février 2022 Séance : 10 février 2022 Lecture définitive : Séance : 24 février 2022 Promulgation : en attente
<u>Proposition de loi visant à encourager l'usage du contrôle parental sur certains équipements et services vendus en France et permettant d'accéder à internet (n° 4646)</u>	M. Bruno Studer (LREM) (procédure accélérée)	M. Bruno Studer (LREM)	1^{ère} lecture : Commission : 12 janvier 2022 Séance : 1 ^{er} janvier 2022 CMP : 17 février 2022 Lecture CMP : 22 février 2022 Promulgation : en attente

Texte	Origine	Rapporteur(s)	Dates d'examen
<u>Proposition de loi visant à lutter contre la précarité des accompagnants d'élèves en situation de handicap et des assistants d'éducation (n° 4781)</u>	Mme Michèle Victory (<i>Journée réservée SOC</i>)	Mme Michèle Victory (SOC)	1 ^{ère} lecture : <u>Commission</u> : 12 janvier 2022 <u>Séance</u> : 20 janvier 2022

B. LES TEXTES EXAMINÉS POUR AVIS

La commission des Affaires culturelles et de l'Éducation a examiné **sept textes** pour avis depuis juillet 2017 – dont un sur sollicitation de la commission saisie au fond en application de l'article 87 alinéa 2 du règlement de l'Assemblée nationale (réforme du 4 juin 2019) – auxquels s'ajoutent **cinq projets de loi de finances**.

La diminution du nombre de textes examinés pour avis par rapport à la XIV^e législature s'explique notamment par la réforme du Règlement de l'Assemblée nationale du 4 juin 2019, qui a supprimé la publication du rapport pour avis pour en faire une simple annexe au rapport au fond, et a réduit le rôle du rapporteur pour avis en séance publique. En revanche, cette même réforme a donné aux commissions saisies au fond la possibilité de solliciter l'avis d'une autre commission sur certains articles, officialisant ainsi la pratique de la « délégation au fond » pratiquée de façon informelle depuis le début de la législature en raison de la diversité croissante du contenu des textes déposés.

Texte	Origine	Rapporteur(s)	Dates d'examen
<u>Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (n° 846)</u>	AN, 1 ^{ère} lecture (procédure accélérée)	M. Raphaël Gérard (LREM)	1^{ère} lecture : <u>Commission (avis)</u> : 15 mai 2018 <u>Séance</u> : 30 et 31 mai, du 1 ^{er} au 8 juin et 12 juin 2018 Promulgation : 23 novembre 2018
<u>Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel (n° 904)</u>	AN, 1 ^{ère} lecture (procédure accélérée)	Mme Sylvie Charrière (LREM)	1^{ère} lecture : <u>Commission (avis)</u> : 23 mai 2018 <u>Séance</u> : du 11 au 15 et 19 juin 2018 Promulgation : 5 septembre 2018
<u>Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé (n° 1681)</u>	AN, 1 ^{ère} lecture (procédure accélérée)	M. Gaël Le Bohec (LREM)	1^{ère} lecture : <u>Commission (avis)</u> : 11 mars 2019 <u>Séance</u> : 18 au 22 et 26 mars 2019 Promulgation : 24 juillet 2019
<u>Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet (n° 1785)</u>	AN, 1 ^{ère} lecture (procédure accélérée)	Mme Fabienne Colboc (LREM)	1^{ère} lecture : <u>Commission (avis)</u> : 5 juin 2019 <u>Séance</u> : 3,4 et 9 juillet 2019 Promulgation : 24 juin 2020
<u>Projet de loi organique relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique (n° 2489)</u>	AN, 1 ^{ère} lecture (procédure accélérée)	Mme Aurore Bergé (LREM)	1^{ère} lecture : <u>Commission (avis)</u> : 2, 4 et 5 mars 2020

Texte	Origine	Rapporteur(s)	Dates d'examen
<p>Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (n° 3196)</p> <p><i>(avis sur sollicitation de la commission des Affaires économiques, saisie au fond)</i></p>	<p>Sénat</p> <p>(procédure accélérée)</p>	<p>Mme Aurore Bergé (LREM)</p>	<p>1^{ère} lecture : Commission (avis) : 9 septembre 2020 Séance : 7 octobre 2020 CMP : 22 octobre 2020 (échec) Nouvelle lecture : Commission (avis) : 3 novembre 2020 Séance : 6 novembre 2020 Lecture définitive : 18 novembre 2020 Promulgation : 3 décembre 2020</p>
<p>Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (n° 4188 rect)</p>	<p>Sénat</p> <p>(procédure accélérée)</p>	<p>Mme Aurore Bergé (LREM)</p>	<p>1^{ère} lecture : Commission (avis) : 14 juin 2021 Séance : 22 au 24 juin 2021 Promulgation : 25 octobre 2021</p>

C. LES RÉOLUTIONS

Depuis 2017, la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation a été saisie de **deux propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête**.

- La première concerne l'inclusion des élèves handicapés dans l'école de la République (proposition de résolution n° 1565). Se prononçant en application de l'article 140, alinéa 2, du Règlement, la Commission a constaté que les conditions requises pour la création de cette commission d'enquête étaient réunies.

Le rapport de la commission d'enquête a été déposé le 18 juillet 2019 ([rapport n° 2178](#)).

- La commission a également examiné la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête pour mesurer et prévenir les effets de la crise de la Covid-19 sur les enfants et la jeunesse (proposition de résolution n° 3068) sur laquelle le groupe GDR a exercé son « droit de tirage ». Se prononçant en conséquence en application de l'article 140, alinéa 2, du Règlement, la Commission a constaté que les conditions requises pour la création de cette commission d'enquête étaient réunies.

La création de la commission d'enquête a été autorisée par la conférence des présidents du 7 juillet 2020. Son rapport a été déposé le 30 juin 2020 ([rapport n° 3165](#)).

D. LES AVIS SUR LES PROJETS DE LOI DE FINANCES INITIALE

La commission des Affaires culturelles et de l'Éducation a publié **six avis budgétaires** dans le cadre de chaque projet de loi de finances initiale depuis celui pour 2018.

Jusqu'au PLF 2020, chaque avis comportait deux parties : une synthèse des crédits de la mission et une partie thématique. En mai 2019, le bureau de la commission a souhaité que les avis budgétaires se recentrent sur la seule analyse des crédits afin de permettre à la commission de mieux jouer son rôle dans la discussion budgétaire.

La désignation des rapporteurs pour avis s'est conformée à la répartition proportionnelle des groupes, l'avis sur la mission *Sport, jeunesse, Vie associative* tournant chaque année entre les groupes d'opposition ou minoritaires non pourvus.

LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2018

	Rapporteur ou co-rapporteurs	Groupe	Thèmes
Mission Culture 1. Culture	Mme Brigitte Kuster	LR	<i>Le projet de Cité du théâtre</i>
Mission Enseignement scolaire 2. Enseignement scolaire	Mme Anne-Christine Lang M. Bertrand Sorre	LREM	<i>L'accueil scolaire des enfants allophones</i>
Mission Médias, livre et industries culturelles 3. Médias, livre et industries culturelles – Avances à l'audiovisuel public	Mme Frédérique Dumas Mme Béatrice Piron	LREM	<i>La modernisation de la contribution à l'audiovisuel public</i>
Mission Recherche et enseignement supérieur 4. Recherche	M. Pierre Henriot Mme Danièle Hérin	LREM	<i>La diffusion de la culture scientifique et technique</i>
5. Enseignement supérieur et vie étudiante	M. Philippe Berta	MODEM	<i>Les communautés d'universités et d'établissements (COMUE)</i>
Mission Sport, jeunesse et vie associative 6. Sport, jeunesse et vie associative	M. Pierre-Yves Bournazel	LC	<i>Les crédits de la mission « sport, jeunesse et vie associative » destinés à la lutte contre les discriminations</i>

LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2019

	Rapporteur ou co-rapporteurs	Groupe	Thèmes
Mission Culture 1. Culture	Mme Brigitte Kuster	LR	<i>Les stratégies développées par les musées nationaux pour accroître leurs ressources propres.</i>
Mission Enseignement scolaire 2. Enseignement scolaire	Mme Agnès Thill	LREM	<i>L'école dans les territoires ruraux</i>
Mission Médias, livre et industries culturelles 3. Médias, livre et industries culturelles – Avances à l'audiovisuel public	Mme Céline Calvez	LREM	<i>Le dispositif de soutien à la production et à l'exportation des séries françaises</i>
Mission Recherche et enseignement supérieur 4. Recherche	M. Pierre Henriet	LREM	<i>Le crédit d'impôt recherche (approche territoriale)</i>
5. Enseignement supérieur et vie étudiante	M. Philippe Berta	MODEM	<i>L'évaluation des enseignants-chercheurs</i>
Mission Sport, jeunesse et vie associative 6. Sport, jeunesse et vie associative	Mme Marie-George Buffet	GDR	<i>L'intégrité physique et psychique des sportifs de haut niveau et professionnels</i>

**LOIS DE FINANCES INITIALES POUR 2020, 2021 ET 2022
RAPPORTEURS POUR AVIS**

	<u>2020</u>	<u>2021</u>	<u>2022</u>
Mission Culture 1. Culture	<u>Mme Valérie Bazin-Malgras</u> (LR)	<u>Mme Valérie Bazin-Malgras</u> (LR)	<u>Mme Constance Le Grip</u> (LR)
Mission Enseignement scolaire 2. Enseignement scolaire	<u>Mme Cécile Rilhac</u> (LREM)	<u>Mme Cécile Rilhac</u> (LREM)	<u>Mme Cécile Rilhac</u> (LREM)
Mission Médias, livre et industries culturelles 3. Médias, livre et industries culturelles – Avances à l'audiovisuel public	<u>Mme Céline Calvez</u> (LREM)	<u>Mme Céline Calvez</u> (LREM)	<u>Mme Céline Calvez</u> (LREM)
Mission Recherche et enseignement supérieur 4. Recherche	<u>Mme Danièle Hérin</u> (LREM)	<u>M. Pierre Henriet</u> (LREM)	<u>Mme Danièle Hérin</u> (LREM)
5. Enseignement supérieur et vie étudiante	<u>M. Philippe Berta</u> (MODEM)	<u>M. Philippe Berta</u> (MODEM)	<u>M. Philippe Berta</u> (MODEM)
Mission Sport, jeunesse et vie associative 6. Sport, jeunesse et vie associative	<u>M. Régis Juanico</u> (SOC)	<u>M. Michel Larive</u> (LFI)	<u>M. Bertrand Pancher</u> (LT)

II. LES ACTIVITÉS D'INFORMATION, D'ÉVALUATION ET DE CONTRÔLE

A. LES AUDITIONS

La commission des Affaires culturelles et de l'Éducation a réalisé près de 165 auditions depuis 2017, dont **54 auditions de membres du Gouvernement**. En comparaison, durant la XIV^e législature, la commission avait réalisé **120 auditions** dont 32 de **membres du Gouvernement**.

La liste de ces auditions figure en annexe au présent rapport.

Les « rendez-vous de l'audiovisuel »

Au cours de la session 2018-2019, afin de préparer la future réforme de modernisation du secteur audiovisuel, la Commission a organisé plusieurs « Rendez-vous de l'audiovisuel » :

- le 4 octobre 2018, à la suite de la présentation des 40 propositions du rapport d'information n° 1292 pour une nouvelle régulation de la communication audiovisuelle à l'ère numérique, une journée d'échanges, structurée autour de trois tables rondes thématiques réunissant des professionnels du secteur et spécialistes de l'audiovisuel, ainsi que la ministre de la Culture, Mme Françoise Nyssen, le commissaire européen M. Pierre Moscovici et le secrétaire d'État au Numérique, M. Mounir Mahjoubi ;
- le 20 mars 2019, une table ronde sur la réglementation de la publicité audiovisuelle ⁽¹⁾ ;
- le 29 mai 2019, une table ronde consacrée à la lutte contre le *streaming* illégal ⁽²⁾ ;
- le 19 juin 2019, la présentation par MM. Dominique Boutonnat et François Hurard de leur rapport sur le financement privé de la production et de la distribution cinématographiques et audiovisuelles.

Les « rendez-vous de la recherche »

À compter de la fin de l'année 2019, la Commission a organisé plusieurs « Rendez-vous de la recherche », d'abord pour préparer l'examen du projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche, adopté à la fin de l'année de 2020, puis, ensuite, pour prolonger l'information de la commission sur certaines thématiques de recherche :

- le 6 novembre 2019, audition commune, avec la commission des Affaires économiques, des députés Cédric Villani, Philippe Berta et Francis Chouat, co-rapporteurs des trois groupes de travail lancés par le Gouvernement pour préparer le projet de loi de programmation ;

(1) Voir l'annexe 1 pour la liste des participants.

(2) Voir l'annexe 1 pour la liste des participants.

– le 15 janvier 2020, audition de Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d’université ;

– le 12 février 2020 : audition de Thierry Damerval, président-directeur général de l’Agence nationale de la recherche ;

– le 24 juin 2020, table ronde réunissant Gilles Bloch, président-directeur général de l’Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), Philippe Mauguin, Président-directeur général de l’Institut national de la recherche pour l’agriculture, l’alimentation et l’environnement (INRAE), Antoine Petit, Président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et Bruno Sportisse, Président-directeur général de l’Institut national de la recherche en sciences et technologies du numérique (INRIA) ;

– le 29 juillet 2020, audition d’Olivier Laboux, vice-président de la Conférence des présidents d’université (CPU) et président de l’Université de Nantes ;

– le 17 février 2021, table ronde réunissant les professeurs Anne Goffard, virologue au CHU de Lille, enseignante et chercheuse à l’Institut Pasteur de Lille, Odile Launay, infectiologue, coordinatrice du centre de recherche INSERM de vaccinologie clinique Cochin-Pasteur et membre du comité vaccin Covid-19, Frédéric Tangy, chef du Laboratoire d’Innovation vaccinale de l’Institut Pasteur, et Yazdan Yazdanpanah, infectiologue, chef du service des maladies infectieuses de l’hôpital Bichat, directeur de l’institut thématique immunologie, inflammation, infectiologie et microbiologie de l’Inserm, directeur de l’ANRS-maladies infectieuses émergentes et membre du comité scientifique, sur le thème « Recherche française et Covid-19 » ;

– le 30 juin 2021, table ronde réunissant Olivier Poivre d’Arvor, ambassadeur pour les pôles et les enjeux maritimes, Yvon Le Maho, membre de l’Académie des sciences, président du conseil d’administration de l’Institut polaire français Paul-Émile-Victor (IPEV), Catherine Ritz, vice-présidente du Centre national français de recherches arctiques et antarctiques (CNFRA), directrice de recherche au CNRS – Institut des Géosciences de l’Environnement (IGE), Université de Grenoble-Alpes, et Jérôme Fort, chargé de mission pour les pôles à l’Institut écologie et environnement (INEE), chercheur au laboratoire Littoral, environnement et sociétés de l’Université de La Rochelle, sur le thème de « La recherche française sur les pôles » ;

– le 3 novembre 2021, table ronde réunissant Philippe Baptiste, président du Centre national d’études spatiales (CNES), Mathieu Barthelemy, fondateur et ex-directeur du Centre spatial universitaire de Grenoble (CSUG), Sylvestre Maurice, astrophysicien à l’Institut de recherche en astrophysique et planétologie (IRAP) et Géraldine Naja, directrice de la commercialisation, de l’industrie et de l’approvisionnement de l’Agence spatiale européenne (ESA), sur le thème de « La recherche spatiale française ».

Les auditions annuelles du secteur audiovisuel

En application de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, la Commission a procédé chaque année :

– à l’audition des dirigeants des sociétés de l’audiovisuel public (France Télévisions, Radio France et France Médias Monde) sur l’exécution du contrat d’objectifs et de moyens de la société pour l’année écoulée ;

– à l’audition du président du Conseil supérieur de l’audiovisuel sur le rapport d’activité annuel du Conseil.

B. LES MISSIONS D’INFORMATION ET D’ÉVALUATION

Depuis 2017, **trente-quatre missions d’information** ont été créées au sein de la commission des Affaires culturelles et de l’Éducation. Parmi ces trente-quatre missions, six ont été des missions d’information « classiques », vingt-quatre des missions « flash » et quatre communes à plusieurs commissions. À ces missions d’information s’ajoutent **huit missions d’évaluation des lois**.

1. Les missions d’information classiques

● [Mission d’information sur une nouvelle régulation de la communication audiovisuelle à l’ère numérique](#)

Président : M. Pierre-Yves Bournazel ; rapporteure : Mme Aurore Bergé (rapport n° 1292 présenté le 4 octobre 2018).

Issu de la mission d’information sur une nouvelle régulation de la communication audiovisuelle à l’ère numérique créée en janvier 2018 par la commission des Affaires culturelles et de l’Éducation, ce rapport évalue les points les plus saillants de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication à l’aune des évolutions technologiques, économiques et sociologiques que connaît actuellement le secteur audiovisuel.

La lutte contre le piratage, la fiscalité affectée au Centre national du cinéma, les obligations d’investissement des chaînes de télévision, la publicité, les quotas de diffusion à la télévision et à la radio, les relations entre les auteurs, les producteurs et les diffuseurs sont autant de réglementations réinterrogées dans le cadre du présent rapport et dans lesquelles les nouveaux acteurs numériques doivent nécessairement s’inscrire dès lors qu’elles sont maintenues.

Il appartient au législateur de faire en sorte que des dispositifs enviés de tous et qui ont contribué à faire la force de l’audiovisuel français, en particulier de son cinéma, ne constituent pas, dans un environnement économique radicalement nouveau, un carcan insurmontable pour les acteurs français. Sauf à accepter leur asphyxie progressive, un changement de paradigme normatif est nécessaire. Au total, la rapporteure formule 40 propositions structurantes qui ouvrent la voie à une prochaine réforme de l’audiovisuel.

Le 4 octobre 2018, la présentation du rapport d'information a été suivi d'une [journée d'échange ouverte au public](#), rassemblant en trois tables rondes de nombreux acteurs du secteur, ainsi que Mme Françoise Nyssen, ministre de la Culture, M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des Affaires économiques, M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du Numérique.

- [Mission d'information sur l'école dans la société du numérique](#)

Président et rapporteur : M. Bruno Studer (rapport n° 1296 présenté le 10 octobre 2018).

En l'espace d'une génération, le numérique est devenu un fait social total, et la société numérique, une réalité quotidienne. Face aux responsabilités qui lui incombent, l'École de la République ne peut se concevoir comme un sanctuaire à l'abri du numérique. Elle doit former nos jeunes au nouveau monde dans lequel ils évoluent d'ores et déjà, marqué par une transformation des médias et des pratiques d'information et par la place croissante prise par l'informatique dans tous les secteurs d'activité.

Cela implique que les élèves maîtrisent les codes de la société numérique, grâce à une éducation à la culture numérique, aux médias et à l'information, mais aussi qu'ils en maîtrisent le code, à travers un enseignement adapté de l'informatique. Sur ces sujets, le présent rapport propose d'augmenter la part de l'éducation aux médias et à l'information dans les horaires et de conforter la dimension disciplinaire de celle-ci, de renforcer le rôle du Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information (CLEMI) et de créer un CAPES et une agrégation d'informatique.

Mais il convient aussi d'adapter l'organisation de l'action publique à ce nouvel enjeu. Si un effort considérable a été consenti au cours des dernières années pour améliorer le niveau d'équipement des établissements scolaires, la gouvernance du numérique à l'école demeure éclatée entre l'État et les collectivités, et de fortes incertitudes pèsent sur l'avenir des financements octroyés.

C'est pourquoi ce rapport propose de bâtir une stratégie globale pour le numérique dans l'enseignement, qui permettra de rationaliser l'engagement des pouvoirs publics, de clarifier les perspectives d'investissement et de réduire les inégalités entre les territoires. Cela implique notamment de chiffrer le coût du renouvellement du Plan numérique pour l'éducation, de cartographier de manière régulière l'état des équipements et de la connexion à internet des établissements et de conduire une évaluation de l'investissement public nécessaire pour assurer une desserte en très haut débit de l'ensemble des écoles et établissements scolaires. De plus, il conviendrait que les maires reçoivent des lignes directrices sur la question du numérique à l'école.

Enfin, parce que l'utilisation des ressources numériques dans l'enseignement doit permettre de pratiquer une différenciation pédagogique et de faciliter l'évaluation des élèves, un accompagnement adapté des enseignants est indispensable. Le présent rapport propose notamment de favoriser les échanges entre les enseignants sur leurs pratiques pédagogiques numériques à travers l'ouverture de tiers lieux et de tiers temps, la délivrance d'une information précise sur le cadre réglementaire entourant l'utilisation du numérique en classe et la création d'une plateforme unique des ressources pédagogiques numériques pour les enseignants.

● [Mission d'information sur la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête sur l'inclusion des élèves handicapés dans l'école et l'université de la République](#)

Rapporteuse : Mme Jacqueline Dubois (rapport n° 4274 présenté le 23 juin 2021)

La trajectoire vers une école et une université inclusives prend appui sur un engagement fort des acteurs et de nombreuses transformations tant institutionnelles qu'opérationnelles : outils de pilotage, dispositifs d'accompagnement, formations plus solides.

Conformément à l'article 145-8 du Règlement de l'Assemblée nationale, Mme Jacqueline Dubois, députée de Dordogne, a été nommée le 5 mai 2021 par la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation pour mener une mission de suivi des conclusions du rapport de la commission d'enquête sur l'inclusion des élèves handicapés dans l'école et l'université de la République, quatorze ans après la loi du 11 février 2005, présenté par M. Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime, le 18 juillet 2019.

Véritable œuvre de contrôle parlementaire, ce rapport procède à l'évaluation de la mise en œuvre des 57 propositions de la commission d'enquête.

Cette mission a permis de mettre en lumière des avancées indéniables, pour près des trois quarts des propositions, et ce malgré le contexte de crise sanitaire des deux dernières années scolaires. Elle a, également, conduit à identifier plusieurs sujets pour lesquels des évolutions complémentaires sont encore nécessaires afin de concrétiser l'ambition de rendre les parcours de scolarisation, de formation et d'insertion accessibles à tous les élèves.

● [Mission d'information sur les droits de diffusion audiovisuelle des manifestations sportives](#)

Président : M. Régis Juanico ; rapporteur : M. Cédric Roussel (rapport n° 4815 présenté le 15 décembre 2021)

Les droits de diffusion audiovisuelle sont au cœur du financement du sport professionnel et, en application du principe de solidarité, du sport amateur. Ils sont aussi au cœur de la vie des Français, qui vibrent au rythme des grandes manifestations sportives retransmises à la télévision.

La faillite de Mediapro, la crise sanitaire et le projet finalement abandonné de Super Ligue européenne fermée ont mis en évidence la nécessité d'une réflexion d'ensemble sur les droits de diffusion et leur place dans le modèle économique du sport professionnel.

Afin de mener cette réflexion, la mission a mené près de 60 auditions et entendu un total de 200 personnes. Elle s'est déplacée à Bruxelles, Londres, Madrid, Munich et Rome afin d'aller à la rencontre d'acteurs et d'institutions étrangers. Elle a recueilli plus de 8 000 contributions grâce à une consultation citoyenne sur le site de l'Assemblée nationale.

Forte de ces travaux, elle propose un nouveau modèle fondé sur le développement local des clubs et les jeunes sportifs, analyse le « fiasco Mediapro » et formule des recommandations pour renforcer la place du sport à la télévision et consolider durablement le financement de nos clubs et associations sportives.

● [Mission d'information sur le cadre juridique et statutaire de l'enseignement hybride ou à distance](#)

Président : M. Frédéric Reiss ; rapporteure : Mme Béatrice Piron (rapport n° 4918 présenté le 19 janvier 2022).

En imposant la fermeture des établissements scolaires et universitaires, la crise sanitaire a brutalement bouleversé le système éducatif, contraint d'inventer en urgence de nouvelles modalités d'enseignement pour répondre à l'impératif de continuité pédagogique pendant les périodes de confinement.

Pour la première fois, la relation directe et fondamentale entre le professeur et ses élèves a été mise entre parenthèses au profit d'un enseignement à distance ou hybride. C'est pourquoi la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation a souhaité se pencher sur le cadre juridique dans lequel ces nouvelles modalités d'enseignement – qui ne sont pas prévues par le code de l'éducation – se sont exercées.

Mais cette période aura aussi été l'occasion de mettre en lumière tout l'intérêt que peut représenter aujourd'hui le numérique éducatif dont le développement, malgré les dispositions de la loi de refondation de l'école de la république de 2013, a pâti de nombreux retards, depuis longtemps soulignés.

S'il n'est pas question de remettre en cause les principes fondamentaux de la pédagogie, et notamment le face-à-face, irremplaçable, entre l'enseignant et ses élèves, le rapport estime qu'il est désormais temps de définir et de mettre en œuvre une véritable stratégie pour le numérique éducatif, articulée sur la coordination des parties prenantes et dans laquelle les enseignants resteront les acteurs clefs. C'est ce à quoi invitent les propositions qui sont formulées.

● [Mission d'information pour le suivi de l'application de la loi du 29 juillet 2019 pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris](#)

Présidente : Mme Brigitte Kuster ; rapporteure : Mme Sophie Mette (rapport n° 5042 présenté le 16 février 2022)

Cette mission d'information « au long cours » a été constituée après l'adoption de la loi du 29 juillet 2019 afin de permettre à la Commission de suivre sa mise en œuvre, l'enjeu patrimonial représenté par la cathédrale et les montants très importants recueillis par la collecte nationale justifiant que les députés suivent de près un chantier exceptionnel. La mission d'information a procédé à deux points d'étape devant la Commission, en juillet 2020 et mars 2021, avant l'adoption de son rapport final.

La mission d'information sur l'application de la loi du 29 juillet 2019 pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris présente son rapport après plus de deux ans de travaux.

Le dispositif mis en place pour la restauration de la cathédrale est exceptionnel à plus d'un titre : cette restauration a fait l'objet d'une souscription nationale d'ampleur exceptionnelle, elle a été encadrée par une loi, un établissement public ad hoc a été créé, et le chantier est lui-même exceptionnel par son ampleur et par sa charge symbolique.

La générosité universelle et sans précédent qui s'est manifestée pour restaurer Notre-Dame oblige le Gouvernement et l'établissement public maître d'ouvrage à la plus grande rigueur dans l'usage des fonds recueillis. La mission d'information s'est attachée à suivre l'application de chacune des dispositions de la loi. Elle salue la progression rapide du chantier mais appelle au strict respect des termes de la loi dans l'usage des fonds collectés.

2. Les missions flash

- [Mission flash sur les relations entre l'école et les parents](#)

Présentée le 31 janvier 2018 par Mmes Aurore Bergé et Béatrice Descamps, rapporteuses.

Les deux corapporteuses ont mené plus de trente auditions (fédérations de parents d'élèves, syndicats d'enseignants, chefs d'établissement, conseillers principaux d'éducation, associations...) afin d'évaluer la mise en œuvre de ces préconisations et d'identifier des pistes pour faire vivre dans toutes les écoles les principes posés par la loi de refondation de l'école du 8 juillet 2013 qui dispose que, « pour garantir la réussite de tous, l'école se construit avec la participation des parents, quelle que soit leur origine sociale ».

En matière de relation parents-école, beaucoup a été écrit et de belles initiatives ont été mises en œuvre localement. Il reste des efforts partagés à réaliser pour conforter une véritable relation de confiance et créer les conditions de la réussite de tous les élèves.

Les deux corapporteuses font cinq propositions :

- Mieux former les enseignants tout au long de leur carrière à la relation aux parents ;
- Développer une information accessible et régulière à l'attention des parents ;
- Privilégier les rencontres informelles, plus inclusives de tous les parents ;
- Impliquer les parents dans tous les dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire ;
- Mieux associer les intervenants associatifs pour conforter le lien parents-école.

● [Mission flash sur la réduction des emplois aidés dans les associations culturelles et sportives](#)

Présentée le 3 avril 2018 par Mme Marie-George Buffet et M. Pierre-Alain Raphan, rapporteurs.

Les deux corapporteurs ont effectué près de vingt-cinq heures d'auditions et ont également reçu un certain nombre de contributions écrites : toutes les personnes auditionnées, qu'elles relèvent du secteur culturel ou sportif, leur ont livré le même ressenti. Si la problématique des associations culturelles n'est pas symétrique de celle des associations sportives, il n'y a, en matière d'emplois aidés comme dans les autres domaines, pas de frontières entre le social et le culturel.

Aussi les deux corapporteurs souhaitent avant tout, grâce à cette mission flash, tirer fortement la sonnette d'alarme sur la situation que vivent ces associations et concluent leur communication par dix propositions.

● [Mission flash chargée d'évaluer le cadre législatif et réglementaire existant pour le soutien au patrimoine protégé](#)

Présentée le 18 avril 2018 par Mme Emmanuelle Anthoine et M. Raphaël Gérard, rapporteurs.

Cette mission était chargée d'évaluer le cadre législatif et réglementaire du soutien au patrimoine immobilier protégé au titre des monuments historiques (classé ou inscrit) n'appartenant pas à l'État, et de faire le point sur les démarches que doivent accomplir les porteurs de projets – communes ou particuliers – pour obtenir des concours publics ; elle s'inscrit dans une complémentarité avec la mission confiée par le Président de la République à M. Stéphane Bern, chargé d'identifier les monuments en péril et de rechercher des solutions innovantes pour assurer le financement des travaux indispensables, dont la mission concerne essentiellement le patrimoine non protégé.

L'intérêt culturel particulier que présentent les édifices protégés justifie le recours à une procédure particulière pour leur entretien et leur rénovation, et notamment l'intervention de l'État, même si l'ordonnance du 8 septembre 2005 relative aux monuments historiques et aux espaces protégés a rendu chaque propriétaire responsable de la conservation de son monument et de la maîtrise d'ouvrage des travaux dont il fait l'objet. Les services de l'État ne sont plus chargés que du contrôle scientifique et technique des études et travaux qu'ils autorisent. Cette réforme, qui a grandement complexifié la tâche des porteurs de projets, a néanmoins induit une responsabilisation bénéfique des propriétaires de monuments et rend possible, au moins en théorie, l'élaboration d'une stratégie globale autour de chaque édifice.

- [Mission flash sur la prévention de la radicalisation à l'école](#)

Présentée le 16 mai 2018 par Mmes Sandrine Mörch et Michèle Victory, rapporteures.

Les deux corapporteuses ont mené trente auditions et effectué des déplacements sur le terrain, afin d'appréhender le rôle de l'école, dans tous ses aspects, en matière de prévention de la radicalisation. Si ces questions sont généralement abordées sous un angle sécuritaire, avec le rôle des services de renseignement, de la police et de la justice, l'école se trouve en première ligne, dans son rôle de formation et de construction de la citoyenneté de notre jeunesse.

Le plan national de prévention de la radicalisation présenté en février dernier donne d'ailleurs à l'éducation nationale une place centrale, en lui consacrant ses dix premières mesures – sur 60. Cette évolution par rapport aux plans précédents répond au fait que trois ans après les attentats meurtriers de janvier 2015, une nouvelle étape s'ouvre, moins axée sur la gestion de l'urgence, et devant permettre de définir une prise en charge durable des questions de radicalisation, qui inclut nécessairement l'école.

Le rôle de l'éducation nationale dans la prévention contre la radicalisation s'articule autour de trois axes :

- le repérage et le signalement des jeunes qui présenteraient des signes de radicalisation ;
- la prise en charge et le suivi de ces jeunes ;
- la lutte contre la radicalisation cognitive qui peut envahir les esprits des enfants et adolescents : elle passe par les enseignements et la mobilisation autour des valeurs républicaines, et relève de la « prévention primaire ».

- [Mission flash sur la déscolarisation](#)

Présentée le 23 juillet 2018 par Mmes Anne Brugnera et George Pau-Langevin, rapporteures.

L'objectif de cette mission n'était pas d'étudier la question du décrochage scolaire, ni celle de l'instruction à domicile en tant que telle, qui constitue un droit, mais d'éclairer la situation des enfants :

- qui sont censés être instruits à domicile, et déclarés comme tels, mais qui ne reçoivent pas ou peu d'instruction,
- qui sont retirés de l'école par leurs parents mais non déclarés comme tels,
- qui n'ont jamais été scolarisés et dont il est très vraisemblable qu'ils ne reçoivent pas d'instruction.

En effet, ces situations concernent un nombre limité d'enfants mais sont potentiellement très préoccupantes.

Par ailleurs, la mission s'est également saisie de la situation de certains enfants pour lesquels la déscolarisation relève de motifs spécifiques : enfants en situation de handicap, enfants du voyage, enfants de familles migrantes sans domicile et enfants de travailleurs itinérants.

- [Mission flash sur les directeurs d'école](#)

Présentée le 1^{er} août 2018 par Mmes Cécile Rilhac et Valérie Bazin-Malgras, rapporteures.

Cette mission était chargée de faire le point sur les fonctions et l'exercice des missions des directeurs d'école dans le premier degré et de se pencher sur l'opportunité d'instaurer un statut des directeurs d'école, après avoir étudié celle de créer un statut juridique pour les écoles primaires elles-mêmes.

Les directeurs et directrices d'école sont des maîtres qui assurent des responsabilités de directeur en plus de leur fonction d'enseignant et sans réel pouvoir de décision. La diminution des emplois de vie scolaires (EVS), contrats aidés affectés dans les écoles et dédiés à l'aide administrative, et l'augmentation, ces dernières années, des contraintes liées à la sécurité ont accentué un malaise des directeurs avéré depuis déjà plusieurs années.

- [Mission flash portant première évaluation du Loto du patrimoine](#)

Présentée le 23 janvier 2019 par Mme Sophie Mette et M. Michel Larive, rapporteurs.

Cette mission était chargée d'établir le bilan de la première édition de cette opération et d'étudier l'opportunité d'une éventuelle reconduction voire pérennisation.

À l'issue de la mission confiée en septembre 2017 par le Président de la République à M. Stéphane Bern, chargé d'identifier les monuments en péril et de rechercher des solutions innovantes pour assurer le financement des travaux indispensables, deux jeux ont en effet vu le jour en 2018 : d'une part, un tirage spécial du Loto au moment des Journées européennes du patrimoine ; d'autre part, un jeu à gratter disponible de septembre 2018 à janvier 2019.

Une partie des sommes revenant normalement à l'État est ainsi affectée, en application de l'article 90 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017, à la Fondation du Patrimoine. Celle-ci a ensuite pour mission de la redistribuer à 269 projets sélectionnés par la mission Bern en lien avec les services de l'État.

- [Mission flash sur la « Précocité et troubles associés : quelle prise en charge à l'école ? »](#)

Présentée le 23 janvier 2019 par Mmes Frédérique Meunier et Marie-Pierre Rixain, rapporteures.

Les co-rapporteuses ont effectué une quinzaine d'auditions et tables rondes ainsi qu'un déplacement au collège Georges Brassens, situé dans le XIX^e arrondissement de Paris.

Ce travail a été l'occasion de dresser un état des lieux de la situation des élèves précoces, des difficultés qu'ils peuvent rencontrer au cours de leur scolarité et des contraintes qui pèsent sur leurs familles. Il a également permis de faire le point sur les dispositifs existants pour accueillir ces élèves au sein de l'école de la République et les évolutions qui sont nécessaires pour leur offrir une scolarité qui réponde à leurs besoins éducatifs particuliers.

- [Mission flash sur les nouvelles charges en matière de sécurité pour les salles de spectacle et les festivals](#)

Présentée le 20 février 2019 par Mme Brigitte Kuster et M. Bertrand Bouyx, rapporteurs.

La sécurité est un impératif pour tous les organisateurs. À la suite des attentats de 2015, les mesures de sûreté ont été renforcées, à l'intérieur des salles comme aux abords. Les conséquences financières ont été traitées en urgence. Aujourd'hui, force est de constater la nécessité d'intégrer ces exigences de sécurité de façon pérenne. Or, le modèle économique des spectacles et festivals est très fragile.

- [Mission flash sur les écoles supérieures d'art territoriales](#)

Présentée le 17 juillet 2019 par Mmes Fabienne Colboc et Michèle Victory, rapporteuses.

Les co-rapporteuses ont effectué plus de vingt auditions et tables rondes et se sont déplacées dans trois établissements (école supérieure d'arts et médias de Caen-Cherbourg ; école supérieure d'arts et de design de Tours-Angers-Le Mans ; école d'art et de design de Grenoble-Valence).

Elles ont également envoyé un questionnaire à toutes les écoles supérieures d'art de France afin d'obtenir des données consolidées et actualisées sur l'ensemble des établissements constituant le réseau. Cet important travail visait à prendre en compte l'ensemble des enjeux liés à ces écoles, qui dépassent les seules questions de statut des enseignants.

- [Mission flash sur la mise en place de la carte des spécialités dans le cadre de la réforme du lycée](#)

Présentée le 18 décembre 2019 par Mme Géraldine Bannier et M. Frédéric Reiss, rapporteurs.

Mise en œuvre à la rentrée 2019 pour les classes de Première, la réforme du lycée a opéré une refonte sans précédent des enseignements et des modalités d'évaluation dans le cadre du baccalauréat. Aux anciennes séries a été substitué un tronc commun complété par des enseignements de spécialité au choix de l'élève, au nombre de 3 en Première et de 2 en Terminale, parmi 11 possibilités. Des engagements avaient été pris par le ministère afin qu'un nombre minimal de spécialités soit proposé dans chaque établissement, et qu'elles soient toutes accessibles au sein de « bassins de vie ».

Cette mission flash visait à vérifier l'effectivité de ces engagements, afin d'alerter sur un éventuel déficit d'offre qui restreindrait les choix des élèves et de formuler des préconisations à cet égard.

- [Mission flash sur les quotas de chansons francophones à la radio](#)

Présentée le 18 décembre 2019 par Mmes Florence Provendier et Michèle Victory, rapporteuses.

Les quotas de chanson francophone à la radio ont été introduits par la loi n° 94-88 du 1^{er} février 1994 modifiant la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de la communication afin d'astreindre les services de radiodiffusion sonore autorisés par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à diffuser un minimum de 40 % de chansons d'expression française, dont la moitié au moins provenant de nouveaux talents ou de nouvelles productions.

Ce dispositif de quotas, qui s'applique aux radios privées, commerciales comme associatives, a été modifié par la suite et poursuit aujourd'hui plusieurs objectifs : l'exposition de la création francophone, le soutien de la production française, la promotion de nouveaux talents français mais également la diversité de la programmation musicale des radios.

- [Mission flash sur le statut des auteurs](#)

Présentée le 8 juillet 2020 par Mme Constance Le Grip et M. Pascal Bois, rapporteurs.

La question du statut des auteurs était déjà d'actualité avant le début de la crise sanitaire mais cette dernière a accentué ou mis en lumière les failles du système et les difficultés pour les auteurs de vivre de leur création.

Le terme d'auteur couvre une grande variété de métiers – écrivain, compositeur, scénariste, photographe, plasticien – et chacune de ces grandes catégories connaît des déclinaisons. À travers la question du statut des auteurs, apparaît la question de la définition des auteurs « de profession », mais cette conception peut aussi paraître contradictoire avec la notion d'artiste.

Le rapport remis au ministre de la Culture en janvier 2020 par Bruno Racine, intitulé « L’auteur et l’acte de création », a mis en exergue la fragilité de la condition des auteurs et une demande de reconnaissance de leur part.

- [Mission flash sur la mise en place du dispositif « 2S2C » à l’école](#)

Présentée le 15 juillet 2020 par M. François Cormier-Bouligeon et Mme Béatrice Descamps, rapporteurs.

Ce dispositif, né dans le contexte de la crise sanitaire due à la covid-19, avait pour vocation d’accompagner le déconfinement des établissements scolaires des premier et second degrés. Afin de permettre ce « retour à l’école » dans des conditions sanitaires satisfaisantes – le virus circulant encore sur le territoire à cette date –, un protocole sanitaire rigoureux a été mis en œuvre, qui a limité, du 11 mai au 22 juin, l’effectif des classes à 15 élèves.

Dès lors, afin de permettre la prise en charge du plus grand nombre d’élèves, le ministère de l’Éducation nationale a proposé aux communes la mise en œuvre d’un dispositif temporaire leur permettant d’accueillir les élèves, sur le temps scolaire, dans le cadre de diverses activités liées au sport, à la santé, à la culture et au civisme (« 2S2C »). Ce dispositif avait également pour vocation de contribuer à l’épanouissement physique et psychologique des enfants à l’issue du confinement difficile, par des activités physiques et culturelles. Il constituait aussi un moyen de redonner de l’activité à un tissu associatif, éducatif, sportif et culturel en difficulté du fait de la crise sanitaire.

Cette mission a pour principal objectif d’analyser le déploiement du dispositif « 2S2C » au sein des écoles – les collèges ayant été moins concernés par la mesure, de mai à juillet 2020, mais aussi d’étudier les conditions de réussite devant présider à son éventuelle pérennisation au cours des années à venir.

- [Mission flash sur le financement des CROUS](#)

Présentée le 22 juillet 2020 par Mmes Fabienne Colboc et Muriel Ressiguié, rapporteuses.

Les 26 CROUS constituent un acteur essentiel de la vie étudiante. Ils proposent une offre de logement sur des critères sociaux, une offre de restauration pour tous les étudiants, et attribuent des aides aux étudiants en difficulté. Les CROUS gèrent ainsi 175 000 logements et distribuent, en régime de croisière, 69 millions de repas par an, ainsi qu’environ 50 millions d’euros d’aide ponctuelle aux étudiants en difficulté. Ils sont, par ailleurs, largement autofinancés : selon les établissements, leurs recettes couvrent 70 à 75 % de leurs dépenses. Cette situation s’explique surtout par l’activité de logement étudiant, qui est bénéficiaire. La restauration, de son côté, est déficitaire en raison de l’existence d’un tarif social.

Or la crise sanitaire induite par l'épidémie de coronavirus et le confinement décidé du 17 mars au 11 mai 2020 ont induit des dépenses supplémentaires et des recettes moindres pour les CROUS. Cette mission flash visait donc à vérifier la santé financière des CROUS à la suite de cette crise, afin d'alerter sur la nécessité d'un éventuel renforcement du soutien de l'État à ces organismes et de formuler des préconisations à cet égard.

- [Mission flash sur l'offre jeunesse de l'audiovisuel public](#)

Présentée le 27 janvier 2021 par M. Maxime Minot et Mme Béatrice Piron, rapporteurs.

Les six sociétés de l'audiovisuel public proposent aujourd'hui une offre large en direction de la jeunesse. France Télévisions propose des programmes de divertissement variés dont une part majoritaire d'animation, ainsi que des programmes de vulgarisation scientifique et des émissions éducatives. À la faveur de sa stratégie de rajeunissement de son public, Radio France a renforcé son offre de podcasts jeunesse au cours des dernières années.

Afin de dégager des moyens financiers et renforcer la présence numérique de France Télévisions, le Gouvernement a annoncé en 2018 l'arrêt de France 4 et le basculement d'une partie de ses contenus vers l'offre en ligne Okoo. Suite au succès de l'offre éducative de la chaîne pendant le premier confinement, cette fermeture a toutefois été reportée d'un an et doit désormais avoir lieu en août 2021.

La mission flash visait à évaluer les conséquences de cette décision, et, plus largement, les moyens dédiés à l'offre jeunesse de l'audiovisuel public et à sa visibilité.

- [Mission flash sur les suites données au rapport Orsenna-Corbin sur les bibliothèques](#)

Présentée le 24 mars 2021 par Mmes Aurore Bergé et Sylvie Tolmont, rapporteuses.

Le rapport confié par la ministre de la Culture, Mme Françoise Nyssen, à MM. Erik Orsenna, de l'Académie française, et Noël Corbin, inspecteur général des affaires culturelles, publié en février 2018, a créé un véritable élan pour les bibliothèques et pour la lecture.

Construit autour de deux idées, « ouvrir plus » et « offrir plus », il a été suivi de plusieurs mesures importantes mises en œuvre à travers le « plan bibliothèques », lequel s'est articulé avec des mesures qui existaient déjà, comme les contrats territoire-lecture, en démultipliant leurs moyens.

En moyenne, chaque Français habite à moins de 20 minutes à pied d'une bibliothèque, premier équipement culturel de proximité, première porte d'entrée vers la culture en France.

- [Mission flash sur les aides à la presse régionale et locale](#)

Présentée le 7 avril 2021 par Mmes Géraldine Bannier et Virginie Duby-Muller, rapporteuses.

Composée de près de 420 titres – dont 62 quotidiens, 300 hebdomadaires régionaux ou départementaux et quelques dizaines de magazines –, la presse régionale et locale (PRL) est la presse la plus diffusée en France. Certains de ces titres ont un tirage très important : Ouest France est ainsi le premier quotidien français. Avec 43 millions de lecteurs chaque mois, elle joue un rôle essentiel pour le débat démocratique, le lien social et la vie économique des territoires.

Au-delà du contexte économique actuel, particulièrement difficile, les titres locaux font face à d'importants défis : baisse des ventes liée à l'érosion du papier et à la fermeture de nombreux points de vente, ressources publicitaires captées par les GAFAs, évolution des habitudes d'information des citoyens.

- [Mission flash sur la déclinaison territoriale de l'Agence nationale du sport](#)

Présentée le 14 avril 2021 par MM. Michel Larive et Bertrand Sorre, rapporteurs.

À proprement parler, l'Agence nationale du Sport (ANS) ne possède pas de « déclinaison territoriale » : aux termes du décret n° 2020-1010 du 6 août 2020, elle dispose d'un délégué territorial en la personne du représentant de l'État dans la Région ; l'Agence s'appuie sur les services déconcentrés de l'État.

Cette mission « flash » s'est ainsi attachée à évaluer l'installation et le fonctionnement des nouvelles conférences régionales du sport, des conférences des financeurs, ainsi que l'établissement des projets sportifs territoriaux et de contrats pluriannuels de financement. Ces nouvelles instances – et ces nouveaux instruments – constituent la nouvelle gouvernance territoriale du sport.

- [Mission flash sur la mise en œuvre de la réforme des études de santé](#)

Présentée le 14 avril 2021 par M. Benoit Potterie et Mme Valérie Bazin-Malgras, rapporteurs.

La réforme des études de santé est une réforme globale, engagée depuis 2017, recouvrant des mesures variées dont la mise en œuvre a été échelonnée : la réforme du troisième cycle des études médicales à la rentrée universitaire 2017, la création d'un diplôme d'infirmier en pratique avancée et du service sanitaire à la rentrée 2018, ou encore l'universitarisation des formations paramédicales à compter de la rentrée 2019.

Les rapporteurs ont choisi de concentrer leur étude sur l'un des deux aspects de cette réforme prévus par la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé, dont la mise en œuvre a débuté à la rentrée universitaire 2020 : la réforme de l'accès aux études de santé, qui est au cœur de l'actualité de cette année universitaire et suscite un certain nombre d'inquiétudes.

La mission flash s'est attachée à analyser la mise en œuvre de la réforme de l'accès aux

études de santé dans le contexte de la crise sanitaire, pour vérifier l'absence de perte de chance pour la promotion des bacheliers 2020 et proposer des pistes d'amélioration opérationnelles. Elle a auditionné un large panel d'acteurs représentant étudiants, universitaires, professionnels et administrations.

- [Mission flash sur la répartition des compétences ministérielles pour la politique de la danse](#)

Présentée le 21 juillet 2021 par Mmes Valérie Bazin-Malgras et Fabienne Colboc, rapporteuses.

Si la danse est considérée comme un art depuis l'Antiquité et fait partie du champ de compétence du ministère de la Culture, elle fait aussi l'objet de compétitions, dont certaines sont organisées par la Fédération française de danse, délégataire du ministère chargé des Sports. Récemment, l'inscription du breakdance au programme des Jeux olympiques de 2024 a également soulevé des interrogations quant à la nature de la danse, entre art et sport.

À l'occasion de la crise sanitaire, les danseurs et professeurs de danse ont été soumis à des injonctions jugées contradictoires, selon qu'elles émanaient du ministère de la Culture ou du ministère chargé des Sports, et ont déploré l'absence d'interlocuteur dans l'administration.

- [Mission flash sur les spécialités en terminale dans le cadre de la réforme du baccalauréat](#)

Présentée le 22 juillet 2021 par Mme Agnès Thill et M. Bertrand Bouyx, rapporteurs.

La réforme du lycée a substitué aux anciennes séries L, ES et S de la voie générale un enseignement composé d'un tronc commun complété des langues vivantes et d'une offre de onze choix d'enseignements de spécialité. À la rentrée 2020, pour la première fois, les élèves de terminale ont sélectionné deux enseignements de spécialité parmi les trois suivis en première. Les épreuves du baccalauréat ont également fait l'objet d'une refonte avec la prise en compte du contrôle continu. La crise de la Covid-19 n'a pas permis de déployer pleinement la réforme, encore en cours d'adaptation.

L'objectif de cette mission était de suivre la mise en place de la première année de la réforme pour les élèves de terminale. La philosophie et les attendus de la réforme ont-ils été respectés : casser le fonctionnement en silos des trois filières tout en offrant un vrai choix diversifié aux élèves dans la perspective de leur future orientation vers le supérieur ? Les rapporteurs ont analysé l'offre en enseignements de spécialité (dans chaque territoire) et la demande des élèves : se sont-ils emparés de la réforme, quelles sont les doublettes les plus choisies, comment s'est opéré le renoncement à la troisième spécialité ?

- [Mission flash relative à la mise en œuvre des réformes législatives de l'orientation](#)

Présentée le 23 février 2022 par Mme Sylvie Charrière et M. Frédéric Reiss, rapporteurs.

Cette mission flash avait vocation, à la fin de la législature, d'étudier la mise en œuvre des évolutions apportées ces cinq dernières années en matière d'orientation et la manière dont les différentes parties prenantes s'en sont emparées.

La mission a centré son étude sur deux grandes réformes législatives : la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel dite « loi Avenir professionnel », qui prévoit notamment le transfert de la compétence d'élaboration et de diffusion de la documentation d'information aux régions et la loi du 8 mars 2018 pour l'orientation et la réussite des étudiants, dite « loi ORE », qui porte le développement de Parcoursup. Elle s'est également intéressée au volet « orientation » de la réforme du lycée.

À l'issue de nombreuses auditions, les deux rapporteurs constatent que la mise en œuvre des dispositions de la loi Avenir professionnel est inégale et engendre à ce jour des disparités territoriales, même si certains dispositifs commencent à porter leurs fruits. Les dispositions de la loi ORE relatives à Parcoursup sont désormais bien mises en œuvre, tandis que celles relatives à l'orientation portées par la réforme du lycée peinent à se déployer.

- [Mission flash relative à la configuration des télécommandes et des écrans d'accueil des équipements audiovisuels](#)

Présentée le 23 février 2022 par Mmes Sophie Mette et Michèle Victory, rapporteuses.

Cette mission flash portait sur la configuration des télécommandes de téléviseurs et des pages d'accueil des interfaces permettant d'accéder à des contenus audiovisuels, dans l'objectif de préserver la concurrence entre les acteurs.

La question des télécommandes peut apparaître désuète, si l'on considère que la commande vocale et la navigation sur écran d'accueil sont l'avenir des téléviseurs et autres équipements audiovisuels. Cependant, les « boutons » d'accès direct à des plateformes américaines de vidéo à la demande sont révélateurs du bouleversement des équipements et des usages. Au-delà de la télécommande, c'est la question de l'accès des utilisateurs à la télévision linéaire et au service public audiovisuel, financé par les contribuables, qui est posée. L'enjeu est économique mais aussi démocratique.

À l'issue de nombreuses auditions, les deux rapporteuses formulent des propositions, aux niveaux français et européen, pour assurer l'accès à l'offre du service public et aux chaînes de la TNT sur tous les équipements audiovisuels.

3. Les missions d'évaluation des lois

- [Évaluation de la loi n° 2015-433 du 17 avril 2015 portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse](#)

Rapporteurs : Mme George Pau-Langevin et M. Laurent Garcia (rapport n° 861 déposé le 11 avril 2018).

Le rapport évalue l'impact des mesures de la loi du 17 avril 2015 portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse en ce qui concerne la distribution de la presse, l'Agence France-Presse et la participation des citoyens au financement de la presse. Au-delà de l'évaluation, les rapporteurs ont engagé une démarche plus prospective qui les amène à formuler quinze propositions pour tenter d'apporter une réponse aux difficultés qu'ils ont pu identifier au cours de leurs travaux.

Concernant la distribution de la presse, les graves difficultés rencontrées par Presstalis montrent les limites du système organisé par la loi « Bichet » de 1947, dans un contexte d'attrition constante du marché de la presse vendue au numéro. Les rapporteurs proposent donc d'en finir avec le bicéphalisme de la régulation de la distribution de la presse et de renforcer les moyens d'une instance de régulation unique et indépendante des acteurs professionnels. Mais la régulation ne pouvant structurer une filière à elle seule, les rapporteurs esquissent également des pistes pour engager une refonte structurelle de la distribution de la presse qui, de leur point de vue, ne pourra faire l'économie d'une réflexion sur le statut des sociétés coopératives de messageries de presse et sur les moyens de desserrer l'étau qui contraint l'activité des marchands de journaux.

S'agissant de l'Agence France-Presse, les rapporteurs constatent que si, pour l'essentiel, les objectifs poursuivis en 2015 ont été atteints, tant en ce qui concerne la gouvernance de l'agence que la mise en conformité de son statut avec la législation européenne relative aux aides d'État, sa situation financière reste d'une grande fragilité et pose la question d'une évaluation de son statut.

Enfin, s'agissant des deux principaux apports du titre III de la loi du 17 avril 2015 que sont la création du statut d'entreprise solidaire de presse d'information et les dispositifs fiscaux destinés à encourager le financement de la presse par les citoyens, il apparaît que ceux-ci sont devenus déterminants pour le modèle économique de certains éditeurs de presse. Les rapporteurs estiment donc qu'ils doivent être préservés même s'ils paraissent, au vu des chiffres actuels, rencontrer un succès limité pour le moment.

- [Évaluation de la loi n° 2014-779 du 8 juillet 2014 encadrant les conditions de la vente à distance des livres et habilitant le Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions du code de la propriété intellectuelle](#)

Rapporteurs : MM. Yannick Kerlogot et Michel Larive (rapport n° 862 déposé le 11 avril 2018).

Les deux co-rapporteurs ont mené plus de vingt auditions afin d'évaluer la mise en œuvre des deux volets de la loi : son article 1^{er}, qui encadre les avantages commerciaux propres à la vente en ligne de livres et son article 2, qui habilitait le Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures d'adaptation du code de la propriété intellectuelle sur le contrat d'édition.

Les co-rapporteurs dressent un bilan en demi-teinte de l'application de ces deux articles et font cinq propositions pour une mobilisation d'ampleur en faveur des librairies indépendantes, qui restent des commerces particulièrement vulnérables ; ils se prononcent ainsi pour le renforcement de l'approche territorialisée du soutien au secteur du livre et au maintien de la « bibliodiversité » sur tout le territoire, pour une plus grande valorisation de la qualité du travail des libraires, pour un effort redoublé de pédagogie envers les consommateurs sur le prix unique du livre, pour l'instauration d'un tarif postal spécifique pour l'envoi de livres et pour un soutien aux réponses que l'Union européenne tente d'apporter à l'optimisation fiscale des grandes plateformes numériques.

• [Évaluation de la loi n° 2015-1541 du 27 novembre 2015 visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale](#)

Rapporteurs : MM. Maxime Minot et Bertrand Sorre (rapport n° 1634 déposé le 22 janvier 2019).

Le rapport évalue l'impact des dispositions de la loi du 27 novembre 2015 visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale. Adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale comme par le Sénat, cette proposition de loi poursuivait un double objectif : en premier lieu, doter les sportifs de haut niveau d'un véritable statut, en leur conférant de nouveaux droits sociaux et en leur permettant de conduire leur double projet dans de meilleures conditions ; en second lieu, sécuriser et clarifier la situation des sportifs professionnels, qu'ils soient salariés d'un club ou travailleurs indépendants, compte tenu d'évolutions jurisprudentielles récentes.

Après avoir mené près de vingt-cinq auditions, les deux rapporteurs dressent un bilan positif de ce texte : celui-ci a constitué une réelle avancée pour les sportifs de haut niveau et répondait à un véritable besoin, en valorisant et sécurisant les sportifs, tout en responsabilisant davantage les fédérations, notamment en matière de suivi socio-professionnel.

Néanmoins, ils formulent plusieurs propositions pour améliorer la mise en œuvre de ses dispositions, qu'il s'agisse de la couverture des accidents du travail, des formations sportives et citoyennes ou encore des conventions d'insertion professionnelle. Sur le volet portant sur le sport professionnel, la loi visait à sécuriser le cadre d'emploi des sportifs et des entraîneurs professionnels et à préciser les règles relatives aux opérations de mutation temporaire des joueurs. Si les dispositions du texte ont apporté des clarifications nécessaires, les rapporteurs ont pu constater des difficultés dans le dialogue social, qui n'ont pas permis de parvenir à un accord sur les points pour lesquels la loi renvoyait à la négociation, notamment les modalités d'application du contrat à durée déterminée spécifique pour les entraîneurs professionnels.

• [Évaluation de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, de l'architecture et du patrimoine](#)

Rapporteurs : Mme Emmanuelle Anthoine et M. Raphaël Gérard (rapport n° 2253 déposé le 25 septembre 2019).

À l'issue d'un grand nombre d'auditions, les rapporteurs dressent un premier bilan de l'application de la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, dite LCAP, qui fut l'une des lois les plus marquantes de la législature précédente, tant par le nombre considérable de ses articles que par l'importance des principes qu'elle consacre.

Compte tenu du champ très large de cette loi et de la diversité de ses dispositions, les rapporteurs ont choisi d'évaluer les mesures dont les conséquences étaient potentiellement les plus perceptibles par les citoyens et les collectivités territoriales.

Le présent rapport évalue donc les principales mesures prises dans les domaines suivants : les archives pour lesquelles la loi a été modifiée pour faire face aux enjeux du numérique ; l'archéologie préventive, avec un renforcement du contrôle des opérateurs par l'État ; la protection du patrimoine assurée par le nouveau régime des abords et la création des sites patrimoniaux remarquables ; l'architecture, au travers des dispositions relatives aux permis d'aménager les lotissements, à l'innovation architecturale et à l'intervention de l'architecte dans le cadre de la construction de maisons individuelles.

• [Évaluation de la loi n° 2015-737 du 25 juin 2015 portant transformation de l'université des Antilles et de la Guyane en université des Antilles](#)

Rapporteuses : Mmes Danièle Hérim et Josette Manin (rapport n° 2614 déposé le 22 janvier 2020).

À la fin de l'année 2013, à la suite de la décision du pôle de la Guyane, l'université des Antilles et de la Guyane, UAG, a été scindée en deux établissements distincts : l'université des Antilles, regroupant les pôles régionaux de Guadeloupe et de Martinique, et l'université de Guyane.

L'ordonnance du 17 juillet 2014, que le gouvernement devait prendre pour adapter à l'UAG les dispositions de la loi de 2013 sur l'enseignement supérieur et la recherche, a donné l'opportunité de mettre en place, en accord avec l'ensemble des parties prenantes, des modalités de gouvernance pour la nouvelle université des Antilles, renforçant son unité tout en conférant à ses deux pôles une très large autonomie.

Même si aujourd'hui, formellement, l'université des Antilles fonctionne, l'évaluation a fait apparaître les incohérences et contradictions du dispositif mis en place, qui suscitent de graves crispations entre les instances de gouvernance de l'université. Pour faire baisser la tension, permettre de renouer le dialogue et éviter une partition que personne ne souhaite, les rapporteuses invitent à la conclusion rapide d'un protocole d'accord interne sur l'application de la loi, sous l'égide du ministère.

Au-delà de cette clarification urgente des textes, elles considèrent que l'exception juridique que représente l'université des Antilles, seul établissement de ce type créé par la loi, ne se justifie pas. La possibilité d'expérimenter de nouvelles formes d'organisation offerte aux établissements d'enseignement supérieur par l'ordonnance du 12 décembre 2018 devrait être étendue à l'université des Antilles afin que, comme l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur, elle retrouve la pleine maîtrise de son destin.

Le rapport présente également un premier bilan encourageant des débuts de l'université de Guyane.

- [Évaluation de la loi n° 2017-261 du 1^{er} mars 2017 sur l'éthique du sport](#)

Rapporteurs : MM. Régis Juanico et Cédric Roussel (rapport n° 3229 déposé le 22 juillet 2020).

Pour l'établissement de ce rapport d'évaluation, les rapporteurs ont pu s'appuyer sur la diversité des analyses et témoignages consolidée au fil de 39 auditions – dont quatre organisées lors d'un déplacement à Nice.

Il en ressort deux principaux enseignements : le premier est que même si la « loi Braillard » permet au mouvement sportif d'avancer sur le chemin de l'éthique, ces progrès paraissent fragiles ; le second est qu'en l'état de sa mise en œuvre, le texte n'apporte pas de réponses à la hauteur des désavantages comparatifs dont pâtissent les clubs nationaux.

C'est pourquoi le rapport présente 27 propositions et appelle les pouvoirs publics à poursuivre les efforts engagés en faveur de l'éthique et de la compétitivité du sport français dans le cadre d'un nouvel acte législatif.

- [Évaluation de la loi n° 2016-1828 du 23 décembre 2016 portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat](#)

Rapporteurs : M. Philippe Berta et Mme Karine Lebon (rapport n° 4181 déposé le 19 mai 2021).

L'application du « système de Bologne » qui structure l'enseignement supérieur en trois cycles – Licence-Master-Doctorat (LMD) – a longtemps été incomplète, voire incohérente en France, une sélection intervenant à la fin de la première année du deuxième cycle et non après l'obtention de son diplôme de licence par l'étudiant, comme le veut la logique.

C'est cette situation aussi insatisfaisante pour les étudiants que juridiquement fragile que la loi du 23 décembre 2016 a tenté de corriger. Reprenant les termes d'un accord résultant de la négociation lancée par le gouvernement avec l'ensemble des parties prenantes, le dispositif est articulé autour de deux principes : la généralisation de la possibilité pour les établissements universitaires d'instituer des procédures de sélection à l'accès en première année de master, dès lors qu'ils auront défini des capacités d'accueil limitées ; l'instauration, en contrepartie, d'un droit à la poursuite d'études pour les étudiants non admis, alors accompagnés par les services rectoraux.

Quatre ans après l'entrée en vigueur de la loi, les rapporteurs constatent que l'application des deux termes du dispositif ne semble pas avoir été au même rythme : si la sélection à l'entrée du master s'est généralisée, le bilan du droit à la poursuite d'études est en revanche plus mitigé. Pour des raisons diverses, chacun des acteurs impliqués – étudiants, établissements, recteurs – exprime des griefs tant sur la procédure que sur l'effectivité du droit inscrit dans la loi.

Après avoir entendu l'ensemble des parties prenantes, les rapporteurs présentent un bilan détaillé du dispositif et formulent quelques pistes d'évolution.

4. Les missions d'information communes

- [Mission d'information commune avec les commissions des Affaires économiques, des Affaires sociales et du Développement durable, sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques](#)

Présidente : Mme Élisabeth Toutut-Picard ; rapporteurs : MM. Didier Martin et Gérard Menuel (rapport n° 852 déposé le 4 avril 2018).

- [Mission d'information commune avec la commission des Lois sur le régime des interdictions de stade et le supportérisme](#)

Rapporteurs : Mme Marie-George Buffet et M. Sacha Houlié (rapport n° 2984 déposé le 22 mai 2020)

- [Mission d'information commune avec les commissions des Affaires économiques, des Affaires sociales, des Lois, des Finances et du Développement durable sur la réglementation et l'impact des différents usages du cannabis](#)

Président : M. Robin Reda ; rapporteur général : M. Jean-Baptiste Moreau ; rapporteurs thématiques : Mme Caroline Janvier et M. Ludovic Mendes (rapport n° 4283 déposé le 28 juin 2021)

5. Le groupe de travail sur les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024

Un [groupe de travail chargé de suivre la préparation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024](#) durant toute la durée de la législature a été créé le 4 octobre 2017.

Co-présidé par MM. Stéphane Testé et Régis Juanico, il a au total réalisé trente auditions.

Ces auditions ont permis de rencontrer à quatre reprises le comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) et à trois reprises la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo) afin de suivre l'avancement de l'organisation des Jeux et de la livraison des équipements. Le point de vue des collectivités territoriales impliquées dans l'organisation des Jeux olympiques a également été recueilli à échéance régulière, en particulier les communes de Seine-Saint-Denis, entendues à deux reprises, la ville de Paris et les associations de collectivités impliquées dans les programmes de développement de la pratique sportive associés aux Jeux. Enfin, les fédérations ont été largement consultées, par l'intermédiaire du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) et du Comité paralympique et sportif français (CPSF) ou directement.

C. LES AVIS SUR LES PROJETS DE CONTRATS D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

– Le 29 novembre 2017, [la commission a rendu un avis favorable sur le projet de contrat d'objectifs et de moyens 2017-2020 de Campus France.](#)

– Le 3 février 2021, la commission a rendu, [sur le rapport de Mme Florence Provendier](#), un avis favorable à l'adoption des cinq contrats d'objectifs et de moyens 2020-2022 de France Télévisions, Radio France, France Médias Monde, Arte-France et de l'Institut national de l'audiovisuel, après l'audition conjointe de leurs cinq présidentes et présidents.

Le service public audiovisuel occupe une place structurante dans le paysage médiatique car il porte une ambition sociétale, citoyenne et culturelle. Plus encore que des chaînes et des programmes, les cinq entreprises – ARTE France, France Médias Monde, France Télévisions, l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et Radio France – sont au cœur du fonctionnement de notre démocratie.

Conformément à la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation disposait de six semaines pour examiner les projets de contrats d'objectifs et de moyens négociés entre l'État et les cinq sociétés pour la période 2020-2022. Pour la première fois, ces cinq contrats ont été élaborés de façon conjointe, avec des objectifs communs et une même période d'exécution.

Sous réserve des recommandations de la rapporteure, la commission a émis un avis favorable sur chacun de ces cinq projets de contrat d'objectifs et de moyens.

D. LES DEMANDES D'AVIS À L'AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE

Durant la XV^e législature, la commission a sollicité deux fois l'avis de l'Autorité de la concurrence en application de l'article L. 462-1 du code de commerce.

- Afin de préparer au mieux la prochaine réforme de l'audiovisuel, l'Autorité de la concurrence a été saisie, le 4 juin 2018, par le président Bruno Studer, d'une **demande d'avis sur la situation du secteur de la communication audiovisuelle à l'ère numérique**.

L'objectif de cette saisine était de disposer, en complément du rapport de la mission d'information présidée par Pierre-Yves Bournazel et rapportée par Mme Aurore Bergé, d'une analyse concurrentielle du secteur et de ses marchés, profondément impactés par la révolution numérique des techniques et des usages.

L'Autorité a rendu son [avis](#) le 2 février 2019 et sa présidente, Mme Isabelle de Silva, est venue présenter ses préconisations devant la commission le [13 mars 2019](#).

- La commission a également sollicité, le 4 novembre 2019, un **avis** de l'Autorité de la concurrence **sur le secteur des musiques actuelles** afin de définir le ou les marchés pertinents au sein du secteur, d'évaluer le pouvoir de marché des principaux acteurs et d'apprécier la réalité des phénomènes de concentration.

Cet [avis](#) a été examiné par l'Autorité au cours de sa séance du 30 mars 2021. La présidente de l'Autorité, Mme Isabelle de Silva, est venue le présenter devant la commission le [2 juin 2021](#).

E. LES AVIS SUR NOMINATIONS

1. Les nominations au titre de l'article 13 de la Constitution

La Commission a procédé à l'audition de **quatre personnalités** en vue d'une nomination par le Président de la République au titre de l'article 13 de la Constitution.

En application de la réforme du Règlement de l'Assemblée nationale du 4 juin 2019, un rapporteur appartenant à un groupe d'opposition ou à un groupe minoritaire a été désigné sur les deux dernières propositions de nomination.

Fonction	Candidat	Audition et vote	Avis
Président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS)	M. Antoine Petit	16 janvier 2018	Favorable
Président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)	M. Gilles Bloch	21 novembre 2018	Favorable
Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)	M. Roch-Olivier Maistre	29 janvier 2019	Favorable
Président du Haut conseil de l'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche (HCERES)	M. Thierry Coulhon	21 octobre 2020 <i>(rapporteuse : Michèle Victory, Soc.)</i>	Favorable
Président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS)	M. Antoine Petit	22 février 2022 <i>(rapporteur : Philippe Berta, Dem)</i>	Favorable

2. Les nominations des membres du collège du Conseil supérieur de l'audiovisuel par le président de l'Assemblée nationale

En application de l'article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation est consultée **sur les nominations des membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel envisagées par le Président de l'Assemblée nationale**. La désignation de la personnalité pressentie est subordonnée à l'obtention d'un vote favorable à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés au sein de la Commission.

Depuis 2017, la Commission s'est ainsi prononcée, favorablement, sur la nomination de trois membres du collège du Conseil supérieur de l'audiovisuel :

- [Mme Michèle Leridon, auditionnée le 16 janvier 2019](#)
- [M. Benoît Loutrel, auditionné le 2 février 2021](#)
- [Mme Anne Grand d'Esnon, auditionnée le 8 juin 2021](#)

En application de la réforme du Règlement de l'Assemblée nationale du 4 juin 2019, un rapporteur appartenant à un groupe d'opposition ou à un groupe minoritaire a été désigné sur les deux dernières propositions de nomination (Mme Brigitte Kuster (LR) pour la nomination de M. Benoît Loutrel et Mme Constance Le Grip (LR) pour celle de Mme Anne Grand d'Esnon).

III. LA GESTION ET LE SUIVI DE LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19

L'activité de la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation a dû, comme tous les organes de l'Assemblée nationale, s'adapter dans l'urgence à la crise sanitaire de la Covid-19. Aucune réunion physique ne s'est tenue entre le 5 mars 2020, date de la fin de l'examen en commission du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique, et le 16 juin. Pour autant, les travaux de la commission ne se sont pas arrêtés au cours de cette période.

Entre le 21 avril 2020 et le 19 mai 2020, **sept auditions** de ministres ont été organisées (voir liste des auditions en annexe) afin d'évaluer les conséquences de la crise sanitaire dans les différents domaines de compétences de la commission et suivre les mesures mises en place par le Gouvernement pour en atténuer les effets.

En complément, à partir de la mi-avril, le bureau de la commission a décidé de lancer six groupes de travail **chargés d'assurer le suivi sectoriel de la crise sanitaire et de jouer un rôle d'intermédiaire** entre les commissaires et la [mission d'information lancée par la conférence des présidents](#). L'objectif était de **faire circuler**, par l'intermédiaire du président de la commission, qui était l'un des rapporteurs de la mission d'information, **les questions et les informations** relatives à la crise.

Groupes de travail Covid-19

- **Culture** – Animatrices : Mmes Aurore Bergé (LREM) et Constance Le Grip (LR)
- **Médias et Industries culturelles** – Animatrices : Mmes Elsa Faucillon (GDR) et Florence Provendier (LREM)
- **Enseignement scolaire** – Animateurs : Mme Béatrice Descamps (UDI) et M. Alexandre Freschi (LREM)
- **Enseignement supérieur** – Animateurs : M. Pierre Henriot (LREM) et Mme Muriel Ressiguiet (LFI)
- **Recherche** – Animateurs : M. Philippe Berta (MODEM) et Mme Sandrine Josso (LT)
- **Sport et vie associative** – Animateurs : Mme Fabienne Colboc (LREM) et M. Régis Juanico (SOC)

Entre le 15 avril et le 20 mai 2020, **chaque semaine**, les responsables des groupes de travail ont fait **un point sur leurs travaux en réunion de commission** (tenue en visioconférence) afin d'assurer l'information de l'ensemble des commissaires.

Lorsque le confinement a été levé et que les activités en présentiel ont pu reprendre, une [synthèse des travaux des groupes de travail](#) a été présentée par le président Studer et mise en ligne sur la page de la commission.

En 2020-2021, l'activité de la commission s'est également adaptée à la crise de la Covid-19. Les réunions physiques ont été limitées et, durant la période de confinement, se sont tenues uniquement lorsque la nature de l'activité le nécessitait (notamment pour les travaux nécessitant des votes). Ces réunions ont alors été organisées avec des effectifs réduits respectant la représentation proportionnelle des groupes politiques afin de préserver la distanciation sanitaire. Pour autant, les travaux de la commission ne se sont pas interrompus.

L'activité parlementaire s'est ainsi déroulée en mêlant présentiel et distanciel. Sur les 81 réunions de la période 2020-2021, 27 ont eu lieu en visioconférence et 8 en format mixte. Celui-ci s'est développé au cours de l'année 2021, en associant présentiel et distanciel, ce qui a notamment permis à l'ensemble des commissaires de prendre part aux réunions, la jauge ne s'appliquant qu'aux personnes présentes physiquement dans la salle.

Conformément à la décision de la Conférence des Présidents, la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation a également organisé un suivi des différentes étapes du déconfinement, qui s'est traduit par l'audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la Culture (auditions en deux parties : l'une le [12 janvier 2021](#) et l'autre le [19 janvier 2021](#)), et de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, [le 9 mars 2021](#).

Enfin, [le 17 février 2021](#), la commission a organisé, dans le cadre des « Rendez-vous de la Recherche », une table ronde sur le thème « Recherche française et Covid-19 ».

IV. LES ACTIVITÉS EXTÉRIEURES

A. LES RÉUNIONS DE COMMISSION HORS LES MURS

• Le [7 mars 2018](#), la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation a pour la première fois organisé une réunion de commission « hors les murs » répondant aux règles de l'article 42 du règlement de l'Assemblée nationale. Ses membres se sont rendus à la **médiathèque Louis Aragon de Rosny-sous-Bois** pour auditionner M. Erik Orsenna, écrivain et académicien, sur son rapport « Voyage au pays des bibliothèques » remis au Président de la République le 20 février 2018.

• Le [12 juin 2019](#), une seconde réunion de la commission s'est tenue au **Centre national de la recherche scientifique (CNRS)** à l'occasion de son 80^{ème} anniversaire.

B. LES VISITES ET DÉPLACEMENTS

Depuis 2017, la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation s'est rendue à plusieurs reprises sur des sites artistiques, culturels, patrimoniaux, mémoriaux mais également sportifs de premier plan.

Ces déplacements, qui ne constituent pas des réunions de commission au sens de l'article 42 du Règlement, permettent aux membres de la commission d'apprécier le dynamisme et la diversité des politiques d'aménagement culturel développées sur le territoire français et d'échanger avec les responsables d'institutions et les professionnels des secteurs concernés sur leurs missions, leurs cadres d'action, leurs difficultés et leurs perspectives d'évolution. Ces rencontres nourrissent par la suite les travaux de la Commission tant en matière législative que pour ce qui concerne le contrôle des politiques publiques.

En raison de l'activité de la commission et de la crise sanitaire de la Covid-19, très peu de déplacements ont pu être organisés après janvier 2020.

• 2017-2018 :

- Musée national d'art moderne du Centre Georges Pompidou, à l'occasion de la rétrospective consacrée à David Hockney (27 septembre 2017) ;
- Muséum national d'histoire naturelle : échange avec l'équipe de direction et visite des différents sites (18 octobre 2017) ;
- France Médias Monde : trois délégations de la commission ont successivement visité les locaux et échangé avec les équipes (novembre 2017) ;
- Réunion des musées nationaux - Grand Palais (RMN-GP) : présentation du projet de réaménagement du Grand Palais et du Palais de la découverte et visite de l'exposition « Gauguin l'Alchimiste » (15 décembre 2017) ;

- Philharmonie de Paris (6 février 2018) ;
- Château de Versailles (21 mars 2018) ;
- Francofolies de La Rochelle : échange avec les professionnels du spectacle musical et de variétés (11-12 juillet 2018).

● **2018-2019 :**

- Bibliothèque nationale de France : rencontre avec l'équipe de direction et visite des différents départements (21 octobre 2018) ;
- Centre national d'art et de culture Georges Pompidou : échange avec l'équipe de direction et visite de l'exposition sur le Cubisme (13 décembre 2018) ;
- Réunion des musées nationaux-Grand Palais : visite de l'exposition Miro et échange avec l'équipe de direction sur le projet de réaménagement du Grand Palais et du musée de la découverte (19 décembre 2018) ;
- Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP) : rencontre avec l'équipe de direction et visite des installations sportives (10 avril 2019) ;
- Festival de Cannes : échange avec les professionnels du secteur du cinéma (15-16 mai 2019) ;
- Chantier de la cathédrale Notre-Dame : les députés ont pu échanger avec le général Jean-Louis Georgelin, représentant spécial du Président de la République pour la reconstruction de la cathédrale Notre-Dame-de-Paris, et Mme Charlotte Hubert, architecte en chef des monuments historiques (5 juin 2019) ;
- Festival d'Avignon : échange avec les professionnels du secteur du spectacle vivant (17-19 juillet 2019).

● **2019-2020 :**

- Conseil supérieur de l'audiovisuel : participation à une réunion plénière puis à un déjeuner avec le président et les membres du collège (19 décembre 2019) ;
- Musée du Louvre : visite de l'exposition Léonard de Vinci puis échange avec M. Jean-Luc Martinez, président-directeur de l'établissement du musée du Louvre et M. Maxence Langlois-Berthelot, administrateur général (15 janvier 2020).

● **2020-2021 :**

- Hôtel de la Marine : découverte du bâtiment après quatre années de restauration complète et sa nouvelle ouverture au public, à l'invitation de M. Philippe Béval, président du Centre des monuments nationaux (7 juillet 2021).

● **2021-2022 :**

- Chantier de la cathédrale Notre-Dame : les députés présents ont notamment pu échanger avec le général Jean-Louis Georgelin, président de l'établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame-de-Paris, et constater l'avancement des travaux (14 octobre 2021).

C. LES MISSIONS OUTRE-MER ET À L'ÉTRANGER

1. La rentrée scolaire outre-mer

Le président Bruno Studer avait prévu en début de législature de se rendre chaque année, accompagné d'un membre de la commission appartenant à un groupe d'opposition ou minoritaire, dans un département ou une collectivité d'outre-mer à l'occasion de la rentrée scolaire, afin d'échanger avec l'ensemble des acteurs de la communauté éducative. La crise de la Covid-19 ne lui a malheureusement pas permis de mener à bien ce projet en 2020 et 2021.

- Du 4 au 8 septembre 2017, le président de la Commission et M. Maxime Minot se sont ainsi rendus à **la Guadeloupe et à la Martinique** ([rapport d'information n° 610, déposé le 31 janvier 2018](#)) ;

- Du 19 au 21 septembre 2018, le président de la Commission et M. Régis Juanico se sont rendus à **Mayotte et à La Réunion** ([rapport d'information n° 1513, déposé le 18 décembre 2018](#)) ;

- Enfin, du 13 au 18 octobre 2019, le président de la Commission et Mme Maud Petit se sont rendus **en Guyane** ([rapport d'information n° 2650, déposé le 4 février 2020](#)).

2. Les missions à l'étranger

- Une délégation de dix-huit députés a participé à un **séminaire de présentation et d'échange sur les enjeux et dossiers communautaires** organisé à Bruxelles par la Commission européenne (8-9 février 2018).

- Une délégation de six députés, conduite par le président de la Commission, a effectué une **mission en Tunisie sur le thème de la coopération éducative et culturelle** (5-10 avril 2019).

EXAMEN EN COMMISSION

La commission des Affaires culturelles et de l'Éducation examine le bilan d'activité de la Commission pour la XV^e législature, présenté par le président Bruno Studer, lors de la séance du 16 février 2022.

*Elle **autorise** la publication de ce rapport d'information.*

*

Ces débats n'ont pas fait l'objet d'un compte rendu écrit ; ils sont accessibles sur le portail vidéo du site de l'Assemblée nationale à l'adresse suivante :

https://videos.assemblee-nationale.fr/video.11876364_620cb40371815.commission-des-affaires-culturelles--conservation-et-restauration-de-la-cathedrale-notre-dame-de-pa-16-fevrier-2022

ANNEXE : LISTE DES PERSONNALITÉS AUDITIONNÉES PAR LA COMMISSION DEPUIS LE 5 JUILLET 2017

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
M. Jean-Michel Blanquer	Ministre de l'Éducation nationale		5 juillet 2017
Mme Françoise Nyssen	Ministre de la Culture		18 juillet 2017
Mme Delphine Ernotte	Présidente	France Télévisions <i>(sur l'exécution du contrat d'objectifs et de moyens en 2016)</i>	19 juillet 2017
Mme Frédérique Vidal	Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation		19 juillet 2017
M. Olivier Schrameck	Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel	Rapport d'activité 2016	25 juillet 2017
M. Mathieu Gallet	Président de Radio France	Exécution du contrat d'objectifs et de moyens en 2016	26 juillet 2017
Mme Laura Flessel	Ministre des Sports		2 août 2017
Mmes Agnès Buzyn et Laura Flessel	Ministre des Solidarités et de la Santé Ministre des Sports	Sur le thème : « Activités physiques, activités sportives et santé » <i>(avec la commission des Affaires sociales)</i>	26 septembre 2017
M. Mounir Mahjoubi	Secrétaire d'État chargé du Numérique		27 septembre 2017
M. Jean-Michel Blanquer	Ministre de l'Éducation nationale	Rentrée scolaire	3 octobre 2017
Mme Marie-Christine Saragosse	Présidente de France Médias Monde	Rapport d'orientation et l'exécution du contrat d'objectifs et de moyens en 2016	4 octobre 2017

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
Mme Sophie Cluzel	Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des Personnes handicapées		11 octobre 2017
M. Pierre Sirinelli	Professeur de droit	Audition consacrée aux droits d'auteur et aux droits voisins dans l'Europe numérique	25 octobre 2017
MM. Bernard Laporte et Claude Atcher	Président de la fédération française de rugby Directeur de la fédération française de rugby	Candidature de la France à l'organisation de la coupe du monde de rugby en 2023	8 novembre 2017
Mme Frédérique Vidal	Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation		8 novembre 2017
Mme Françoise Nyssen (avec la commission des Affaires européennes)	Ministre de la Culture	Audition sur le Conseil européen « culture » du 21 novembre 2017	15 novembre 2017
M. Jean Castex	Délégué interministériel	Jeux olympiques et paralympiques 2024	22 novembre 2017
MM. Bertrand Monthubert et Thierry Valentin	Président du Conseil d'administration de Campus France Directeur général adjoint	Projet de contrat d'objectifs et de moyens 2017-2020	29 novembre 2017
M. Antoine Petit	Candidat à la présidence	Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (Audition « article 13 »)	16 janvier 2018
M. Roch-Olivier Maistre	Conseiller-maître à la Cour des comptes	Auteur du rapport « <i>Rassembler la musique – pour un centre national</i> »	17 janvier 2018
Mme Souâd Ayada	Présidente du Conseil supérieur des programmes		24 janvier 2018

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
Mme Véronique Decker , Mme Marie-Aleth Gard , M. Jean-Paul Delahaye ,	Directrice de l'école Marie Curie à Bobigny Vice-présidente du mouvement ATD Quart Monde Inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale	Table ronde consacrée au thème de la pauvreté à l'école <i>(avec la commission des Affaires sociales)</i>	7 février 2018
M. Jean-Michel Blanquer Mme Agnès Buzyn	Ministre de l'Éducation nationale Ministre des Solidarités et de la Santé	Audition sur le thème de la pauvreté à l'école <i>(avec la commission des Affaires sociales)</i>	7 février 2018
M. René Bonnell	-	<i>Auteur du rapport relatif à la situation économique de l'association pour le soutien au théâtre privé</i>	14 février 2018
M. Jean-Michel Blanquer M. Pierre Mathiot	- Ministre de l'Éducation nationale - Professeur des universités	<i>Audition consacrée à la réforme du baccalauréat</i>	20 février 2018
M. Erik Orsenna	-	Auteur du rapport sur les bibliothèques remis au Président de la République le 20 février 2018	7 mars 2018
M. Emmanuel Ethis	Vice-Président du Haut Conseil à l'éducation artistique et culturelle		14 mars 2018
M. Yannick Blanc	Président Haut-commissaire à l'engagement civique	Agence du service civique	28 mars 2018
Mme Céline Calvez et M. Régis Marcon	-	Auteurs du rapport au ministre de l'Éducation nationale sur la voie professionnelle scolaire	4 avril 2018
Mme Françoise Nyssen	Ministre de la Culture	Audition sur les propositions de lois organique et ordinaire relatives à la lutte contre les fausses informations) <i>(avec la commission des Lois)</i>	22 mai 2018

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
Mme Sibyle Veil	Présidente de Radio France	Rapport d'orientation et l'exécution du contrat d'objectifs et de moyens en 2017	13 juin 2018
Mme Michèle Benbunan	Présidente-Directrice générale Presstalis		20 juin 2018
M. Geoffrey Delcroix M. Tristan Nitot M. Eric Schérer	- Chargé d'études à la CNIL - Vice-président de Qwant - Directeur de l'innovation et de la prospective de France Télévisions	Table ronde sur le thème : « <i>Les algorithmes de sélection et de recommandation : quelle influence sur les pratiques culturelles et d'information ?</i> »	4 juillet 2018
Mme Frédérique Vidal	Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Mise en œuvre de la plateforme Parcoursup	10 juillet 2018
M. Olivier Schrameck	Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel	Rapport d'activité 2017	17 juillet 2018
Général Daniel Menaouine	Rapporteur	Groupe de travail sur le Service national universel	24 juillet 2018
Mme Frédérique Bredin	Présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée	Bilan 2017	25 juillet 2018
Mme Véronique Cayla	Présidente de Arte France	Exécution du contrat d'objectif et de moyens de la société en 2017	12 septembre 2018
M. Marc Schwartz	Conseiller-maître à la Cour des comptes	Auteur du rapport sur la modernisation de la distribution de la presse	26 septembre 2018
M. Jean-Michel Blanquer	Ministre de l'Éducation nationale	Rentrée scolaire	2 octobre 2018
M. Fabrice Fries	Président-directeur général de l'Agence France-Presse		16 octobre 2018
Mme Marie-Christine Saragosse	Présidente de France Médias Monde	Rapport d'orientation et l'exécution du contrat d'objectifs et de moyens en 2017	17 octobre 2018

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
Mme Delphine Ernotte	Présidente de France Télévisions	Exécution du contrat d'objectifs et de moyens de la société en 2017	31 octobre 2018
M. Gilles Bloch	Candidat à la présidence	Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) <i>(Audition « article 13 »)</i>	21 novembre 2018
Mme Frédérique Vidal	Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Audition sur Parcoursup	4 décembre 2018
M. Maxime Saada	Président du directoire du Groupe Canal+		5 décembre 2018
M. Didier Guillaume	Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation	Audition sur l'enseignement agricole	11 décembre 2018
M. Frédéric Jousset	Chargé de mission	Pilotage du projet Pass Culture pour les jeunes	12 décembre 2018
Mme Michèle Leridon	Candidate	Collège du Conseil supérieur de l'audiovisuel <i>(Audition s'inscrivant dans le cadre de l'article 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication)</i>	16 janvier 2019
M. Jean-Michel Blanquer	Ministre de l'Éducation nationale	Projet de loi pour une école de la confiance	23 janvier 2019
M. Roch-Olivier Maistre	Candidat à la présidence	Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) <i>(Audition « Article 13 »)</i>	29 janvier 2019
Mme Samantha Cazebonne	Députée	Auteure du rapport au Premier ministre sur l'enseignement français à l'étranger	6 mars 2019
Mme Isabelle de Silva Mme Elisabeth Flury-Hérard	- Présidente - Vice-présidente	Autorité de la concurrence Présentation de l'avis demandé par la Commission <i>(sur une analyse concurrentielle du secteur de la communication audiovisuelle à l'ère numérique)</i>	13 mars 2019
M. Denis Rapone M. Anton Maria Battesti M. Frédéric Delacroix M. Didier Quillot	- Président de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la	<i>Rendez-vous de l'audiovisuel : Table ronde sur la lutte contre le streaming illégal, notamment dans le domaine sportif</i>	20 mars 2019

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
	protection des droits sur internet (HADOPI) - Responsable des affaires publiques de Facebook - Délégué général de l'association de lutte contre la piraterie audiovisuelle - Directeur général de la Ligue de football professionnel et membre du conseil d'administration de l'Association pour la protection des programmes sportifs (APPS)		
Mme Roxana Maracineanu	Ministre des Sports		20 mars 2019
M. Frédéric Sanaur	Préfigurateur de l'Agence du Sport		27 mars 2019
Mme Marie-Amélie Le Fur	Présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF)		3 avril 2019
M. Emmanuel Ethis	Vice-président du Haut Conseil de l'Éducation Artistique et Culturelle		15 mai 2019
M. Raphaël Gérard M. Philippe Huppé	Députés	Présentation du rapport, remis au Premier ministre, sur les métiers d'art	22 mai 2019
M. Gabriel Attal	Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse		28 mai 2019
M. David Larramendy M. Jean-Luc Chetrit M. Alain Liberty M. Richard Patry	- Président du Syndicat national de la publicité télévisée (SNPTV)	Rendez-vous de l'audiovisuel : <i>Table ronde sur la réglementation de la publicité audiovisuelle</i>	29 mai 2019

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
	<ul style="list-style-type: none"> - Directeur général de l'Union des marques (UDM) - Président du Syndicat interprofessionnel des radios indépendantes (SIRTI) - Président du Bureau de liaisons des industries du cinéma (BLIC) 		
Mme Sibyle Veil	Présidente-directrice générale de Radio France	Plan radio « France 2022 » et l'exécution du contrat d'objectifs et de moyens de la société en 2018	11 juin 2019
M. Roch-Olivier Maistre	Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel	Rapport d'activité du Conseil en 2018	18 juin 2018
M. Dominique Boutonnat M. François Hurard	<ul style="list-style-type: none"> - Producteur - Inspecteur général des affaires culturelles 	Rendez-vous de l'audiovisuel : <i>Présentation du rapport sur le financement privé de la production et de la distribution cinématographiques et audiovisuelles</i>	19 juin 2019
M. Jean Castex M. Frédéric Sanaur Claude Onesta	<ul style="list-style-type: none"> - Président - Directeur général - Manager général de la haute performance 	Agence nationale du sport	25 juin 2019
Mme Delphine Ernotte	Présidente de France Télévisions	Exécution du contrat d'objectifs et de moyens de la société en 2018	24 juillet 2019
M. Jean-Michel Blanquer	Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse	Rentrée scolaire	10 septembre 2019
Mme Emmanuelle Bouilhaguet Mme Émilie Boucheteil M. Alexis Cassanet M. Mathieu Fournet M. Serge Toubiana	<ul style="list-style-type: none"> - Présidente du Syndicat des entreprises de distribution de programmes audiovisuels - Directrice du département 	<i>Table ronde sur l'exportation des programmes cinématographiques et audiovisuels</i>	11 septembre 2019

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
	Cinéma de l'Institut français - Co-président de l'Association des exportateurs de film - Directeur des affaires européennes et internationales du Centre national du cinéma et de l'image animée - Président d'Unifrance		
M. Denis Masségia	Député	<i>Bilan du groupe de travail sur l'e-sport de la commission des Affaires économiques</i>	17 septembre 2019
Mme Marie-Christine Saragosse	Présidente-directrice générale de France Médias Monde	Rapport d'orientation et l'exécution du contrat d'objectifs et de moyens en 2018	18 septembre 2019
M. Claude Atcher	Directeur général	Comité d'organisation de la Coupe du monde de rugby en 2023	2 octobre 2019
Mme Catherine Ruggeri M. Romain Laleix	Présidente Vice-président	Comité opérationnel de préfiguration du Centre national de la musique	9 octobre 2019
Mme Ericka Cogne Mme Laurence Lepetit Mme Sylvaine Parriaux	- Directrice générale de l'Institut Télémaque - Déléguée générale de France générosités - Déléguée générale d'Admical	Table ronde sur le thème « <i>Mécénat et philanthropie, quel rôle en matière éducative, sportive et culturelle ?</i> »	16 octobre 2019
M. Cédric Villani M. Philippe Berta M. Francis Chouat	Députés Présidents des groupes de travail	Présentation de conclusions de rapports des groupes de travail constitués pour la préparation du projet de loi de programmation pluriannuelle sur la recherche	6 novembre 2019
Général Jean-Louis Georgelin	Préfigurateur de l'établissement public chargé de la conservation et la restauration de la		13 novembre 2019

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
	cathédrale Notre-Dame de Paris		
M. Stéphane Claireaux Mme Maina Sage	Députés	Présentation du rapport d'information de la délégation aux Outre-Mer sur la production audiovisuelle dans les Outre-Mer	19 novembre 2019
M. Damien Cuier Mme Isabelle Giordano	- Président de la société « Pass culture » - Présidente du comité stratégique de la société « Pass Culture »		20 novembre 2019
M. Erik Orsenna M. Noël Cobin M. Jérôme Belmont	- Académicien - Inspecteur général des affaires culturelles - Chef du département des bibliothèques à la direction générale des médias et des industries culturelles du ministère de la Culture	<i>Table ronde sur les suites données au rapport de M. Erik Orsenna « Voyage au pays des bibliothèques », de février 2018</i>	4 décembre 2019
Mme Delphine Ernotte	Présidente de France Télévisions		8 janvier 2020
M. Gilles Roussel M. Manuel Tunon de Lara	- Président de la CPU - Président de la commission santé de la CPU	<i>Les Rendez-vous de la recherche</i> Préparation du projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche	15 janvier 2020
M. Jean-Yves Le Drian	Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères	La diplomatie culturelle et d'influence	22 janvier 2020
Mme Ariane Azéma M. Pierre Mathiot	- Inspectrice générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche - Directeur de Sciences-Po Lille	<i>Présentation du rapport sur la politique territoriale de l'Éducation nationale</i>	29 janvier 2020

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
M. Jean-Yves Le Drian	Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères	Suite de l'audition sur la diplomatie culturelle et d'influence	11 février 2020
M. Thierry Damerval	Président-directeur général de l'Agence nationale de la recherche	Les rendez-vous de la recherche	12 février 2020
Mme Sylvie Charrière M. Patrick Roger	- Députée - Conseiller municipal de Strasbourg et président de la mission locale et de la mission de l'emploi	Présentation du rapport, remis au Premier ministre, sur l'obligation de formation des jeunes de 16-18 ans	19 février 2020
M. Franck Riester	Ministre de la Culture	Projets de loi organique et ordinaire relatifs à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique	26 février 2020
M. Jean-Michel Blanquer	Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse	Les conséquences de l'épidémie de covid-19 <i>(en visioconférence)</i>	21 avril 2020
M. Franck Riester	Ministre de la Culture	Les conséquences de l'épidémie de covid-19 <i>(en visioconférence)</i>	23 avril 2020
Mme Roxana Maracineanu	Ministre des Sports	La gestion de l'épidémie de covid-19 <i>(en visioconférence)</i>	30 avril 2020
M. Cédric O	Secrétaire d'État chargé du Numérique	Les conséquences de l'épidémie de covid-19 <i>(en visioconférence)</i>	5 mai 2020
M. Gabriel Attal	Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse	Les conséquences de l'épidémie de covid-19 <i>(en visioconférence)</i>	7 mai 2020
Mme Sophie Cluzel	Secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées	Les conséquences de l'épidémie de covid-19 <i>(en visioconférence)</i>	14 mai 2020

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
Mme Frédérique Vidal	Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Les conséquences de l'épidémie de covid-19 <i>(en visioconférence)</i>	19 mai 2020
M. Jean-Philippe Thiellay	Président	Centre national de la musique <i>(en visioconférence)</i>	27 mai 2020
M. Frédéric Sanaur M. Claude Onesta	- Directeur - Manager général de la haute performance	Agence nationale du sport <i>(en visioconférence)</i>	3 juin 2020
M. Cédric Dugardin	Président-directeur général	Presstalis <i>(en visioconférence)</i>	10 juin 2020
M. Gille Bloch M. Philippe Mauguin M. Antoine Petit M. Bruno Sportisse	Présidents-directeurs généraux de : - l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) - l'Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) - Centre national de la recherche scientifique (CNRS) - l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA)	Les Rendez-vous de la recherche Table ronde réunissant les grands organismes de recherche <i>(en visioconférence)</i>	24 juin 2020
Mme Marie-Christine Saragosse	Présidente-directrice générale	France Médias Monde <i>(sur l'exécution du contrat d'objectifs et de moyens de la société en 2019)</i>	1 ^{er} juillet 2020
M. Roch-Olivier Maistre	Président	Conseil supérieur de l'audiovisuel <i>(sur le rapport d'activité du Conseil en 2019)</i>	7 juillet 2020

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
M. Olivier Laboux	Vice-président	<i>Les Rendez-vous de la recherche</i> Conférence des présidents d'université et président de l'Université de Nantes	29 juillet 2020
M. Jean-Michel Blanquer	Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports	Rentrée scolaire	8 septembre 2020
Mme Frédérique Vidal	Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	<i>Discussion générale du projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030</i>	9 septembre 2020
M. Michel Reverchon- Billot M. Jean-Marc Merriaux Mme Margarida Romero	- Directeur général du Centre national d'enseignement à distance (CNED) - Directeur général de la Direction du numérique pour l'Éducation - ministère de l'éducation nationale - Directrice du Laboratoire d'innovation et numérique pour l'éducation (LINE), Unité de recherche de l'École supérieure du professorat et de l'éducation de l'Académie de Nice et de l'Université Nice Sophia Antipolis	<i>Les Rendez-vous du numérique éducatif</i> Table ronde n° 1 : L'éducation en ligne, quels services et ressources pédagogiques, quel service public pour le numérique éducatif ?	23 septembre 2020
M. Rémy Challe M. Pierre Schmitt M. Pascal Bringer M. Nicolas Turcat	- Directeur général d'Ed Tech France - Directeur technique et de l'innovation, fondateur et associé de LDE (Librairie scolaire)	<i>Les Rendez-vous du numérique éducatif</i> Table ronde n° 2 : L'éducation en ligne, quels services et ressources pédagogiques, quelle place pour le secteur privé ?	23 septembre 2020

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
	<p>papier et numérique et éditeur d'outils numériques pour l'éducation)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Président de l'AFINEF, association des entreprises du numérique pour l'éducation et la formation - Responsable du service « éducation, inclusion et services au public » de la Banque des territoires (groupe Caisse des Dépôts) 		
<p>M. Alain Frugière M. Édouard Geffray Mme Marie-Caroline Missir Mme Caroline Vincent</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Président du réseau des INSPÉ - Directeur général de l'enseignement scolaire (DGESCO) - Directrice générale du réseau Canopé - Maîtresse de conférences à l'Université d'Aix Marseille, enseignante à l'INSPÉ d'Aix en Provence 	<p><i>Les Rendez-vous du numérique éducatif</i></p> <p>Table ronde n° 3 : La formation initiale et continue du corps enseignant à l'école numérique</p>	<p>30 septembre 2020</p>
<p>M. Olivier Martin M. Jean-François Vendramini M. Philippe Vincent M. Frédéric Kerbeche</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Directeur des lycées - Chef de service numérique éducatif de la Région Grand-Est - Secrétaire général du syndicat national des personnels de direction de l'Éducation 	<p><i>Les Rendez-vous du numérique éducatif</i></p> <p>Table ronde n° 4 : Les conditions du déploiement du service public du numérique éducatif</p>	<p>30 septembre 2020</p>

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
	nationale (SNPDEN) - Chef du service développement et stratégie numérique à la Direction de l'éducation et des collèges du Conseil départemental du Val-d'Oise		
M. Dominique Boutonnat	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC)	Plan de relance pour le cinéma et l'audiovisuel	7 octobre 2020
Mme Sibyle Veil	Présidente-directrice générale de Radio France	Exécution du contrat d'objectifs et de moyens de la société en 2019	13 octobre 2020
M. Régis Juanico Mme Nathalie Sarles	Députés	Présentation du rapport d'information du Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, sur l'évaluation de l'accès à l'enseignement supérieur	14 octobre 2020
Mme Frédérique Vidal	Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Projet de loi de finances pour 2021	20 octobre 2020
M. Thierry Coulhon	Président du Haut conseil de l'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche (HCERES)	Audition en application de l'article 13 de la Constitution	21 octobre 2020
Mme Roxana Maracineanu Mme Sarah El Haïry	Ministre déléguée chargée des Sports Secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement	Projet de loi de finances pour 2021	21 octobre 2020
M. Jean-Michel Blanquer Mme Nathalie Elimas	Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports	<i>Projet de loi de finances pour 2021</i>	21 octobre 2020

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
	Secrétaire d'État chargée de l'Éducation prioritaire		
Mme Roselyne Bachelot	Ministre de la Culture	<i>Projet de loi de finances pour 2021</i>	27 octobre 2020
Mme Delphine Ernotte	Présidente- directrice générale de France Télévisions	Projet stratégique et exécution du contrat d'objectifs et de moyens de la société en 2019	28 octobre 2020
M. Michel Cadot M. Frédéric Sanaur	- Délégué interministériel aux Jeux olympiques et paralympiques et président de l'Agence nationale du sport - Directeur général de l'Agence nationale du sport	JOP 2024	18 novembre 2020
Mme Mariya Gabriel	Commissaire européenne à l'innovation, la recherche, la culture, l'éducation et la jeunesse	<i>Audition conjointe avec la commission des Affaires européennes</i>	24 novembre 2020
M. Roch-Olivier Maistre M. Denis Rapone	- Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel - Président de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet	Projet de fusion des deux autorités	8 décembre 2020
Erwan Balanant	Député	Présentation du rapport, remis au Gouvernement, intitulé « <i>Comprendre et combattre le harcèlement scolaire</i> »	9 décembre 2020
Mme Charlotte Lecocq M. David Herlicoviez	- Députée, auteure du rapport remis au Gouvernement « <i>Santé, sécurité, qualité de vie au travail dans la fonction publique : un devoir, une</i>	La médecine de prévention à l'Éducation nationale	16 décembre 2020

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
	<p><i>urgence, une chance</i> », - Chef du service des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé et des bibliothèques de la direction générale des ressources humaines du ministère de l'Éducation nationale</p>		
<p>Mme Roselyne Bachelot</p>	<p>Ministre de la Culture</p>	<p>Conséquences de la crise sanitaire pour le secteur culturel et ses acteurs et les perspectives pour 2021</p>	<p>12 janvier 2021</p>
<p>Céline Calvez</p>	<p>Députée</p>	<p>Présentation du rapport, remis au Gouvernement, sur la place des femmes dans les médias en temps de crise</p>	<p>13 janvier 2021</p>
<p>Mme Roselyne Bachelot</p>	<p>Ministre de la Culture</p>	<p><i>Suite de l'audition sur les conséquences de la crise sanitaire pour le secteur culturel et ses acteurs et les perspectives pour 2021</i></p>	<p>19 janvier 2021 <i>(Suite de l'audition du 12 janvier 2021)</i></p>
<p>Mme Nathalie Élimas</p>	<p>Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des Sports, chargée de l'Éducation prioritaire</p>		<p>20 janvier 2021</p>
<p>Mme Frédérique Vidal</p>	<p>Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation</p>	<p>Situation dans l'enseignement supérieur et conséquences du <i>Brexit</i> pour l'enseignement supérieur et la recherche</p>	<p>27 janvier 2021</p>
<p>M. Bruno Loutrel</p>		<p>Avis sur sa nomination au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)</p>	<p>2 février 2021</p>
<p>Mme Delphine Ernotte Cunci Mme Sibyle Veil</p>	<p>- Présidente-directrice générale de France Télévisions</p>	<p>Projets de contrats d'objectifs et de moyens 2020-2022</p>	<p>3 février 2021</p>

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
Mme Marie Christine Saragosse M. Bruno Patino M. Laurent Vallet	- Présidente-directrice générale de Radio France - Présidente-directrice générale de France Médias Monde - Président d'Arte France - Président-directeur général de l'Institut national de l'audiovisuel		
Mme Sophie Cluzel	Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des Personnes handicapées		10 février 2021
Pr. Anne Goffard Pr. Odile Launay Pr. Frédéric Tangy Pr. Yazdan Yazdanpanah	- Virologue au CHU de Lille, chercheuse à l'Institut Pasteur de Lille - Infectiologue, coordinatrice du centre de recherche INSERM de vaccinologie clinique Cochin-Pasteur et membre du comité vaccin Covid-19 - Chef du Laboratoire d'Innovation vaccinale de l'Institut Pasteur - Infectiologue, chef du service des maladies infectieuses de l'hôpital Bichat (AP-HP), directeur de l'institut thématique immunologie, inflammation, infectiologie et microbiologie de l'Inserm,	Table-ronde sur le thème « <i>Recherche française et Covid-19</i> »	17 février 2021

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
	directeur de l'ANRS-maladies infectieuses émergentes et membre du comité scientifique		
M. Martin Hirsch	Directeur général de l'AP-HP	Présentation du rapport, remis au Gouvernement intitulé « <i>Diversité sociale et territoriale dans l'enseignement supérieur</i> »	17 février 2021
Mme Roselyne Bachelot	Ministre de la Culture	Conséquences du <i>Brexit</i>	18 février 2021
M. Francis Donnat M. Jacques Donat-Bouillud M. Olivier Huart M. Roch-Olivier Maistre Mme Juliette Théry M. Hervé Godechot M. Nicolas de Tavernost	- Secrétaire général de France Télévisions - Directeur de la gestion des opérateurs de diffusion et de distribution de France Télévisions - Président - directeur général de TDF - Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) - Membre du CSA - Membre du CSA - Président de l'Association des chaînes privées (A.C.P.), président du directoire du groupe M6	Table-ronde sur le thème « <i>L'avenir de la Télévision numérique terrestre - TNT</i> »	3 mars 2021
M. Jean-Michel Blanquer	Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports	Suivi des conséquences de la crise sanitaire	9 mars 2021

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
Mme Amélie de Montchalin	Ministre de la Transformation et de la Fonction publique	Programme en faveur de l'égalité des chances pour l'accès à la fonction publique	16 mars 2021
Bessora Mme Régine Hatchondo Mme Anne Martelle M. Vincent Montagne	- Présidente du Conseil permanent des écrivains - Présidente du Centre national du livre - Présidente du Syndicat de la librairie française - Président du Syndicat national de l'édition.	Table-ronde n° 1 sur le thème : « <i>La filière du livre : l'impact de la crise sanitaire</i> »	11 mai 2021
M. Renny Aupetit M. Bruno Caillet M. Jean-Philippe Mochon M. Laurent Piolatto	- Directeur du site lalibrairie.com - Directeur de la diffusion du groupe d'édition et de distribution Madrigall - Médiateur du livre - Délégué général de l'association Lire et faire lire	Table-ronde n° 2 sur le thème : « <i>La filière du livre : la promotion du livre et de la lecture</i> »	12 mai 2021
Mme Elisabeth Borne	Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion	Les dispositifs jeunesse	18 mai 2021
Mme Isabelle de Silva	Présidente de l'autorité de la concurrence	Présentation de l'avis n° 21-A-08 du 27 mai 2021, sollicité par la commission, sur le secteur des musiques actuelles	2 juin 2021
Mme Anne Grand d'Esnon	Directrice à France Télévisions	Avis sur sa nomination au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)	8 juin 2021
M. Antoine Destres M. Mostafa Fourar M. Julien Grenet Mme Alexandra Nizak Mme Fazia Ouatah	- Directeur de l'académie de Paris - Recteur de l'académie de Toulouse - Chercheur au CNRS et à l'École	Table-ronde sur le thème : « <i>La mixité sociale et d'origine à l'école</i> »	9 juin 2021

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
	d'économie de Paris - Présidente du collectif Apprendre Ensemble, Paris - Trésorière du collectif No Ghetto, Lyon		
Mme Roselyne Bachelot	Ministre de la Culture	Discussion générale du projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique	14 juin 2021
M. Robin Reda M. Jean-Baptiste Moreau M. Ludovic Mendes Mme Caroline Janvier	Députés	Présentation du rapport de la mission d'information commune sur la réglementation et l'impact des différents usages du cannabis	28 juin 2021
M. Olivier Poivre d'Arvor M. Yvon Le Maho Mme Catherine Ritz M. Jérôme Fort	- Ambassadeur pour les pôles et les enjeux maritimes - Membre de l'Académie des sciences, président du conseil d'administration de l'Institut polaire français Paul-Émile-Victor (IPEV), directeur de recherche au CNRS – Institut pluridisciplinaire Hubert Curien, Université de Strasbourg - Vice-présidente du Centre national français de recherches arctiques et antarctiques (CNFRA), directrice de recherche au CNRS – Institut des Géosciences de l'Environnement (IGE), Université de Grenoble-Alpes	Table-ronde sur le thème : <i>« la recherche française sur les pôles »</i>	30 juin 2021

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
	<p>- Chargé de mission pour les pôles à l'Institut écologie et environnement (INEE), chercheur au laboratoire Littoral, environnement et sociétés (LIENS) de l'Université de La Rochelle</p>		
<p>M. Jean-Michel Blanquer</p>	<p>Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports</p>	<p>Rentrée scolaire</p>	<p>21 septembre 2021</p>
<p>Mme Frédérique Vidal</p>	<p>Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation</p>	<p>Rentrée universitaire</p>	<p>28 septembre 2021</p>
<p>M. Michel Cadot M. Frédéric Sanaur</p>	<p>- Président de l'Agence nationale du sport - Directeur général de l'Agence nationale du sport</p>	<p>Rapport d'activité 2020</p>	<p>5 octobre 2021</p>
<p>Mme Delphine Ernotte-Cunci</p>	<p>Présidente de France Télévisions</p>	<p>Exécution du contrat d'objectifs et de moyens de la société en 2020</p>	<p>6 octobre 2021</p>
<p>M. Roch-Olivier Maistre</p>	<p>Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel</p>	<p>Rapport d'activité du CSA pour 2020</p>	<p>12 octobre 2021</p>
<p>M. Manuel Tunon de Lara</p>	<p>Président de la Conférence des présidents d'université</p>		<p>13 octobre 2021</p>
<p>Mme Marie Christine Saragosse</p>	<p>Présidente-directrice générale de France Médias Monde</p>	<p>Exécution du contrat d'objectifs et de moyens de la société en 2020</p>	<p>13 octobre 2021</p>
<p>Mme Roxana Maracineanu Mme Sarah El Haïry</p>	<p>Ministre déléguée chargée des Sports Secrétaire d'État chargée de la</p>	<p>Projet de loi de finances pour 2022</p>	<p>19 octobre 2021</p>

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
	Jeunesse et de l'Engagement		
Mme Sibyle Veil	Présidente-directrice générale de Radio France	Exécution du contrat d'objectifs et de moyens de la société en 2020	20 octobre 2021
M. Jean-Michel Blanquer	Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports	Projet de loi de finances pour 2022	20 octobre 2021
Mme Frédérique Vidal	Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Projet de loi de finances pour 2022	20 octobre 2021
Mme Roselyne Bachelot	Ministre de la Culture	Projet de loi de finances pour 2022	26 octobre 2021
Mme Roselyne Bachelot	Ministre de la Culture	Projet de loi de finances pour 2022	26 octobre 2021
Mme Danièle Héryn M. Frédéric Reiss	Députés	Mise en application de la loi du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030	27 octobre 2021
Philippe Baptiste Mathieu Barthelemy Sylvestre Maurice Géraldine Naja	<ul style="list-style-type: none"> - Président du CNES - Fondateur et ex-directeur du Centre spatial universitaire de Grenoble - Astrophysicien à l'Institut de recherche en astrophysique et planétologie - Directrice commercialisation, industrie et approvisionnement de l'Agence spatiale européenne 	Table ronde sur « <i>La recherche spatiale</i> »	3 novembre 2021
M. Régis Juanico Mme Marie Tamarelle-Verhaeghe	Députés	Présentation du rapport d'information du Comité d'évaluation et de contrôle sur « <i>L'évaluation des politiques de prévention en santé publique</i> »	10 novembre 2021

Nom	Fonction	Entreprise/Organisation/ Portefeuille ministériel	Date
		<i>Audition conjointe avec la commission des Affaires sociales</i>	
M. Jean-Philippe Thiellay	Président du Centre national de la musique		17 novembre 2021
M. Fabrice Fries	Président-directeur général de l'Agence France-press		1 ^{er} décembre 2021
M. Sandro Martin	Directeur général de France Messagerie		8 décembre 2021
M. Régis Juanico M. Cédric Roussel	Députés	Présentation du rapport d'information sur « <i>Les droits de diffusion audiovisuelle des manifestations sportives</i> »	15 décembre 2021
Mme Roselyne Bachelot	Ministre de la Culture	Discussion générale du projet de loi relatif à la restitution ou la remise de certains biens culturels aux ayants droit de leurs propriétaires victimes de persécutions antisémites	17 janvier 2022
Mme Béatrice Piron M. Frédéric Reiss	Députés	Présentation du rapport d'information sur « <i>Le cadre juridique et statutaire de l'enseignement hybride ou à distance, dans l'enseignement scolaire et l'enseignement supérieur</i> »	19 janvier 2022
M. Sébastien Cavalier Mme Valérie Zenatti	- Président de la société Pass Culture - Présidente du comité stratégique		9 février 2021